

ami entends-tu...

journal de la Résistance bretonne

organe de l'association nationale des anciens combattants de la résistance (ANACR) comités du morbihan-côtes d'armor-finistère et d'île de vaine

160

CAHIER
CENTRAL
pages I à VIII

le massacre de Garzonval

le 15 mai 2013, au Mémorial de Penarpont

«Microbe et Moustique», «sentinelles» pour le maquis

Après le combat de St Marcel

Robert Le Guennec comment je suis entré « en résistance »

Hennebont le 27 mai, Au nom de la Résistance

MAM, hommage à ma mère

Jean Maurice et Marcel Raoult, par Marc Cozilis

août 2013

IL Y A 70 ANS...

IL Y A 70 ANS EMMANUEL D'ASTIER DE LA VIGERIE, ORGANISATEUR DÈS LA FIN 1940 D'UN GROUPE DE RÉSISTANCE « LA DERNIÈRE COLONNE » QUI DONNERAIT NAISSANCE À LIBÉRATION SUD, ÉCRIVAIT AVEC ANNA MARLY, ALORS QU'IL AVAIT REJOINT LA FRANCE LIBRE À LONDRES, LA COMPLAINTÉ DU PARTISAN, CERTES MOINS CONNUE QUE LE CHANT DES PARTISANS, MAIS DONT LES PAROLES EXPRIMENT TOUT AUTANT L'ABNÉGATION ET LES ANGOISSES DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ.

Un an plus tard, la République était restaurée, deux ans plus tard le troisième Reich capitulait.

Mais pour quelques 5000 personnes originaires du Morbihan, le vent allait souffler sur les tombes et les monuments érigés en leur honneur :

- 2000 militaires, tués au combat ou dans les camps;

- 113 patriotes engagés dans les Forces Françaises Libres et 442 engagés dans les FTP et les FFI dont 242 sur les fronts de Lorient et de la Vilaine;

- 800 patriotes, abattus lors de leur arrestation, fusillés ou massacrés lors de représailles ;

- 303 patriotes morts en déportation ou pendant leur transfert vers les camps;

- 43 Français requis pour le Service du Travail Obligatoire morts en Allemagne;

- 70 détenus de droit commun assassinés ou morts des suites de mauvais traitements dans les bagnes de Groix et de Belle-Ile;

- 1200 victimes civiles, lors des bombardements, mais aussi lors des massacres perpétrés par la Wehrmacht au cours des combats pour la libération des différentes villes du Morbihan en août 1944;

Enfin, en cette année du 70ème anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance, ce, alors que régulièrement depuis près de 30 ans cette demande était faite par diverses associations patriotiques dont l'Anacr, l'Ufac, L'Arac et la Fndirp, l'Assemblée nationale vo-

taut, le 9 juillet 2013, à l'unanimité des 66 députés présents, la loi instaurant le 27 mai Journée nationale de la Résistance.

A tout le moins, le temps d'un vote s'est donc reconstituée l'unité des élus de la nation pour rendre hommage à tous ceux qui, sous le joug nazi, avaient mis au-dessus de toutes considérations partisans la nécessité, non seulement de combattre ensemble pour libérer leur patrie, mais aussi de restaurer une République égalitaire et fraternelle et d'oeuvrer à l'élaboration d'un programme de réformes qui permettraient l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, donnant la priorité à l'accès à l'éducation pour tous et posant les bases du modèle social qui est aujourd'hui le nôtre, à tel point que le préambule de la Constitution de 1946, qui s'en inspire, fait partie aujourd'hui du bloc de constitutionnalité français.

Ainsi, le 27 mai, chaque année, la jeunesse de France pourra, avec ses enseignants, réfléchir sur ce qui fait qu'une nation reste libre et digne. Le 27 mai, chaque année, les jeunes gens de Bretagne pourront, à partir même de l'histoire de leur ville, réfléchir sur ce à quoi conduit un système politique fondé sur le culte de la race des seigneurs et du chef, sur la négation en l'autre de son humanité parce qu'il est juif, tzigane, franc-maçon ou communiste, et espérons-le, par cette réflexion, se détourneront des idéologies racistes porteuses de haine et d'exclusion, idéologies qui, le 6 juin 2013, ont

***Les Allemands étaient chez moi
On m'a dit " Résigne-toi"
Mais je n'ai pas pu
Et j'ai repris mon arme***

***Personne ne m'a demandé
D'où je viens et où je vais
Vous qui le savez
Effacez mon passage***

***J'ai changé cent fois de nom
J'ai perdu femme et enfants
Mais j'ai tant d'amis
Et j'ai la France entière***

***Un vieil homme dans un grenier
Pour la nuit nous a cachés
Les Allemands l'ont pris
Il est mort sans surprise***

***Hier encore, nous étions trois
Il ne reste plus que moi
Et je tourne en rond
Dans la prison des frontières***

***Le vent souffle sur les tombes
La liberté reviendra
On nous oubliera
Nous rentrerons dans l'ombre***

conduit un de leurs adeptes à frapper à mort le jeune Clément Méric.

En effet, comment aujourd'hui ne pas craindre qu'une nouvelle peste ne contamine l'Europe, celle du néo-fascisme, quand se développent une crise économique interminable, un chômage endémique entraînant dans la pauvreté un nombre de plus en plus grand de familles, un rejet des élites traditionnelles que les scandales à répétition éclaboussent, quand s'expriment la peur du monde extérieur et le repli sur sa communauté, bref, nombre des ingrédients qui, dans les années 1920, favorisèrent la montée du fascisme et du nazisme? Crise économique sociale et morale sur laquelle se développent les partis d'extrême droite tels, le Parti populaire danois, le Parti autrichien de la Liberté, l'Union populaire du Centre suisse, le Wlams Belang flamand, le Parti pour la Liberté aux Pays-Bas, l'Aube Dorée en Grèce, le Jobbik en Hongrie, Les Vrais Finlandais en Finlande, le Front National en France qui, offrant au mal-être des populations, le bouc émissaire de l'Étranger, parvient, lors des élections à faire des scores de 10 à 30 %, voire au-delà. Alors même que, s'agissant de ce dernier parti, prétendant protéger et défendre les bons citoyens de souche, il ne développe que des discours de haine en stigmatisant les « *assistés et les fonctionnaires privilégiés qui abusent du système au détriment de la France qui se lève tôt* », et ne propose que des mesures d'exclusion pour bannir hors de la communauté nationale, la « *racaille des banlieues, les Roms qui sont des voleurs, et tous les immigrés* ».

Récemment en France, lors des manifestations contre la loi pour le mariage pour tous, deux formations d'extrême droite ont plus particulièrement cherché à reprendre possession de la rue: l'Oeuvre française (1) et le Bloc identitaire. La première organisa-

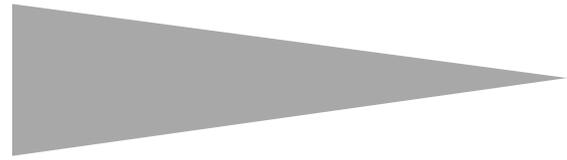
tion, créée fin 1968, par Pierre Sidos, membre, entre 1942 et 1944, de la Jeunesse Franciste, l'organisation de jeunesse du Parti Franciste de Marcel Bucard, l'un des partis de la collaboration avec l'occupant nazi, prit, dès sa création comme emblème, la Croix celtique censée représenter les origines du peuple français. Dans la résolution finale de son congrès, début 2012, cette organisation lançait un appel aux « *hommes d'ordre, conscients des dangers mortels qui menacent l'existence de leur culture et des fondements de la civilisation dont ils sont les héritiers* », et n'hésitait à affirmer sa solidarité avec « *la Lybie de Kadhafi, la Syrie d'Assad, la Russie de Poutine et l'Iran d'Achéménide* ». Le Bloc identitaire - Mouvement social européen, quant à lui, créé le 6 avril 2003, et présidé par Fabrice Robert, ancien conseiller municipal Front National de la Courneuve, condamné en 1992 pour distribution de tracts niant l'existence des chambres à gaz, lui ose se référer à la Résistance au prétexte que « *les Résistants luttèrent contre l'occupation de la France par les Allemands, les Identitaires luttent aujourd'hui contre son occupation par les immigrés* », c'est à dire quasi-exclusivement les Maghrébins, Turcs, Africains noirs et, plus spécifiquement les musulmans. Il convient, en effet, de rappeler que les Identitaires sont à l'initiative des soupes identitaires au porc et des apéros de rue saucisson-beaujolais...

Comme citoyens de notre pays attachés aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité pour lesquels les combattants de l'ombre étaient prêts à risquer leur vie, nous ne voulons pas que leurs combats et leurs sacrifices sombrent dans l'oubli, comme nous ne voulons pas que le temps efface l'horreur des crimes commis par les nazis et leurs supplétifs de la milice et du Bezen Perrot. A nous, amis de la Résistance, de rechercher, face à la

**Photographie de couverture
Musée de la Résistance
de St marcel**

*Christine Taubira, Garde des Sceaux,
ministre de la Justice, dont la couleur
de peau en fait une cible toute dési-
gnée pour le bloc identitaire .*





sommaire

Edito	2
Au nom de la Résistance	4
Il y a 70 ans	6
Robert Le Guennec	8
Après le combat de St Marcel ..	13
Père et fils, Résistants à Peillac ..	16
Microbe et Moustique ..	22
Mamm ..	24
Keryacunff ..	26
Au Mémorial de Penarpont ..	28
Jean Maurice et Marcel Raoult ..	30
Le 27 mai à Auray ..	32
Une délégation biélorusse à Hennebont ..	33
Exposition Jean Moulin à Lanester ..	34
Gerzonval Cahier central..I à VIII	



Clément Méric

montée des différentes formes de racisme qui peuvent déboucher, comme dans l'Allemagne nazie, sur des politiques d'extermination, les modes de communication qui permettront de transmettre aux jeunes générations l'histoire de la Résistance et d'en faire

un instrument d'éducation citoyenne et de défense de la démocratie

Katherine Le Port
présidente départementale

Pierrick Chérel
secrétaire départemental Anacr 56

(1) A l'issue du Conseil des ministres du 24 juillet 2013, Manuel Valls a annoncé la dissolution, sur la base de la loi de 1936 relative aux milices privées, de l'Oeuvre française et de son organisation de jeunesse Les Jeunesses nationaliste pour propagation d'une « idéologie xénophobe et antisémite, de thèses racistes et négationnistes ». Les actuels dirigeants de ces deux groupes, Yvan Benedetti et Alexandre Gabriac, ont annoncé dans un communiqué leur intention de déposer un recours en référé auprès du conseil d'Etat, concluant : « Que dire d'un Valls même pas encore français quand l'Oeuvre française voyait le jour».

ACTUALITÉ

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU MORBIHAN DE L'ANACR

**RÉUNI À BUBRY LE 8 JUIN 2013, NOTRE COMITÉ A VOTÉ MAJORITAIREMENT LA REPRISE
DU COMMUNIQUÉ NATIONAL DE L'ANACR,
Y AJOUTANT UN PARAGRAPHE SPÉCIFIQUE À NOTRE DÉPARTEMENT.**

Un étudiant, Clément Méric, a été victime d'une agression mortelle de la part de nervis d'extrême-droite liés à des organisation néofascistes.

Dans un département comme Le Morbihan où la Résistance et la population ont été cruellement frappées par la barbarie fasciste et nazie, cet acte rappelle de douloureux souvenirs et ravive l'inquiétude .

Au-delà de la condamnation spéci-

fique de cet acte odieux, ce sont les discours, les actes attentatoires à la liberté et à l'intégrité physique des personnes, pouvant aller jusqu'au meurtre, qu'il est nécessaire de réprimer avec la plus extrême énergie.

Et il convient d'appliquer, dans sa plus sévère interprétation, la législation concernant les ligues factieuses qui ne doivent pas avoir droit de cité dans notre pays.

AU NOM DE LA RÉSISTANCE

ALLOCATION DE JEAN MAURICE, VICE-PRÉSIDENT DE L'ANACR DU MORBIHAN, LE DIMANCHE 26 MAI 2013 À LANESTER

La première fois dans l'Europe occupée s'était réuni un mini parlement clandestin, le 27 mai 1943, dans lequel étaient représentés, sous la présidence d'un ministre délégué par la Résistance extérieure, les mouvements de la résistance intérieure et les tendances politiques des communistes aux nationalistes et les représentants syndicaux.

Nous voici rassemblés pour commé-

morner le 70ème anniversaire de la création du CNR (Conseil National de la Résistance) sous la présidence de Jean Moulin.

MAIS QUI ÉTAIT JEAN MOULIN ?

Le préfet Jean Moulin est né le 20 juin 1899 à Béziers, issu d'une famille d'universitaires engagés. En 1930, il entre dans l'administration du Ministère de l'in-

térieur et devint le plus jeune sous-préfet de France. Chef de cabinet de Pierre Cot, ministre de l'air du gouvernement du Front Populaire, il fit partie de ceux qui tentèrent de venir en aide aux Républicains espagnols.

Sous-préfet de Châteaulin, puis nommé préfet de Chartres en 1940, il refusa de signer à la demande de l'occupant, une déclaration accusant à tort les tirailleurs sénégalais d'avoir commis des exactions. Il tenta de se suicider afin de ne pas commettre un acte déshonorant.

Le gouvernement de Vichy le révoqua le 2 novembre 1940. Rejoignant De Gaulle à Londres en 1941, il lui fit un compte-rendu aussi précis que possible sur la Résistance en France. Parachuté en Provence dans la nuit du 31 décembre 1941 au 1er janvier 1942, Jean Moulin fit un travail considérable, organisant des opérations de parachutage et créant un bureau d'information et de presse confié à Georges Bidault, un comité général pour la préparation de la réforme après la libération du territoire ainsi qu'un organisme chargé du noyautage de l'administration publique.

Tout ceci ne s'est pas déroulé sans de très vifs conflits avec Henri Fresnay, fondateur du journal Combat qui souhaitait garder son indépendance.

Infatigable trait d'union entre la France libre et la Résistance intérieure, Jean Moulin revint à Londres en février 1943, investi d'une nouvelle mission, celle de constituer un organe politique représentatif de toutes les tendances de la Résistance.

Mais la Gestapo et la milice pétainiste étaient très bien renseignées sur les activités de la Résistance. Suite à des trahisons, le 9 juin 1943 était arrêté le général Delestraint, chef de l'armée secrète, général en retraite, spécialiste des chars, patriote irréprochable qui n'avait aucune accointance avec Vichy.

Quelques jours plus tard, alors

qu'une partie du Conseil National de la Résistance se réunissait à Caluire près de Lyon, la Gestapo du sinistre Klaus Barbie arrêta Jean Moulin et ceux qui l'entouraient. Quelques semaines plus tard, il devait mourir sous les pires tortures.

« *La disparition de Jean Moulin eut de graves conséquences, il était de ceux qui incarnent leur tâche et qu'à ce titre on ne remplace pas* » déclara le Général de Gaulle.

Il y a donc 70 ans demain, lundi 27 mai, que se réunissait ce parlement de 16 membres dans Paris occupé depuis près de trois ans, quadrillé par l'armée nazie avec le concours des forces de répression du régime collaborateur avec l'occupant que présidait Pétain et sur les murs desquels, comme sur ceux d'autres villes de France, étaient apposées des affiches bilingues annonçant l'exécution de patriotes, que désormais la population appelait des Résistants.

Même si ses participants n'en ont alors pas eu pleinement conscience, leur réunion était un moment historique. A son issue, naîtra sous la présidence de Jean Moulin, le Conseil National de la Résistance (le CNR). L'événement sera en effet de portée considérable : toutes les forces de la Résistance, jusque-là dispersées, vont être désormais coordonnées, Le CNR ouvre la voie à l'unification au sein des FFI des différentes structures militaires de la Résistance, il va conduire à l'élaboration puis à la publication dix mois plus tard, en mars 1944, du Programme du Conseil National de la Résistance.

Evènement de portée considérable puisque, lors de sa réunion constitutive, le Conseil National de la Résistance, en se plaçant sous l'autorité du Comité National Français présidé par le Général de Gaulle, va permettre au chef de la France Libre de s'affirmer face à Giraud - porteur d'un pétai-

nisme sans Pétain non sans audience auprès des Anglo-américains - comme le seul représentant de l'ensemble de la France combattante, tant en lutte de Résistance sur le sol national occupé que combattant sur tous les théâtres d'opération d'Europe, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, où s'illustraient, aux côtés des Alliés, les Français libres.

Patriotisme, humanisme, idéaux démocratiques et aspiration à une société solidaire, à un monde juste et en paix, furent les valeurs qui motivèrent l'engagement des Résistantes et des Résistants dans le combat contre l'occupant nazi et le régime pétainiste complice de ses crimes, combat convergeant avec celui des Français libres et prenant sa place dans la lutte des peuples et des forces alliées contre la barbarie génocidaire et liberticide.

Ce furent les valeurs inspiratrices du programme du Conseil National de la Résistance qui dessina les contours d'une France renouée après sa Libération, d'une France démocratique sur les plans politique, économique et social, d'une France solidaire; programme qui, par la mise en place à la Libération par le gouvernement présidé par le Général de Gaulle par le nombre des mesures qu'il préconisait, permit de redresser économiquement la France, d'affirmer son indépendance nationale, d'approfondir sa vie démocratique en même temps que des avancées formant encore aujourd'hui - malgré des remises en cause accentuées ces dernières années- le socle de notre protection sociale.

Soixante huit ans après la victoire du 8 Mai 1945 des peuples et des armées alliées sur la barbarie du nazisme et des fascismes, le monde contemporain connaît hélas toujours la guerre, l'oppression, le racisme, les discriminations et épurations eth-

niques, les persécutions religieuses, le sous-développement social et culturel de populations entières.

Dans ce contexte, les valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques pour lesquelles luttèrent les Résistants et que symbolisent les figures embléma-

tiques de Jean Moulin et du général De Gaulle, cette aspiration à une France et à un monde meilleur, plus juste et solidaire dont ils furent porteurs, et qu'a exprimé le Programme du Conseil National de la Résistance, restent plus que jamais d'actualité.

IL Y A 70 ANS

À LONDRES, LE 12 MAI 1943, N'ENVISAGEANT PAS DE SURVIVRE AU MASSACRE DES JUIFS DE POLOGNE ET À L'ÉCRASEMENT DU GHETTO DE VARSOVIE, SZMUL ZYGIELBOJM, REPRÉSENTANT LE BUND (PARTI SOCIALISTE NON SIONISTE) AUPRÈS DU GOUVERNEMENT POLONAIS RÉFUGIÉ À LONDRES, SE SUICIDAIT. VOICI SA LETTRE D'ADIEU DANS LAQUELLE IL S'ÉLEVAIT CONTRE L'INACTION DES GOUVERNEMENTS ALLIÉS.

« Derrière les murs du ghetto se déroule à présent le dernier acte d'une tragédie sans précédent dans l'Histoire. La responsabilité du forfait consistant à exterminer la totalité de la population juive de Pologne retombe au premier chef sur les exécutants. Mais indirectement, elle rejaillit également sur l'humanité tout entière. Les nations et les gouvernements alliés n'ont entrepris jusqu'ici aucune action concrète pour arrêter le massacre. En acceptant d'assister passivement à l'extermination de millions d'êtres humains sans défense — les enfants, les femmes et les hommes martyrisés — ces pays sont devenus les complices des criminels Je ne puis me taire. Je ne peux pas rester en vie alors même que disparaissent les derniers restes du peuple juif de Pologne dont je suis le représentant. Mes camarades du ghetto de Varsovie ont succombé, l'arme au poing, dans un dernier élan héroïque. Il ne m'a pas été donné de mourir comme eux, ni avec eux. Mais ma vie leur appartient et j'appartiens à leur tombe commune. Par ma mort, je désire exprimer ma protestation la plus profonde contre la passivité avec laquelle le monde observe et permet l'extermination du peuple juif.....Peut-être ma mort pourra-t-elle contribuer à arracher à l'indifférence ceux qui peuvent et doivent

agir pour sauver de l'extermination cette poignée de Juifs polonais qui survivent encore? Ma vie appartient au peuple juif de Pologne et c'est pourquoi je lui en fais don.»

Parue dans le livre de Seidman Hillel, Du fond de l'abîme, Journal du ghetto de Varsovie, Pocket (coll. Terre humaine), 2002

Quelques dates:

En septembre 1939, lors de l'invasion de la Pologne, trois millions de Juifs vivaient dans ce pays.

Le 12 octobre 1940, jour de la fête juive de Yom Kippour, les Nazis créait le ghetto de Varsovie, après ceux de Lublin et de Lodz.

Le 15 novembre 1940, le ghetto était fermé par un mur de 3 m de haut surmonté d'un mètre de barbelés. En quelques mois les Nazis y concentraient près de 600.000 personnes.

Après la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 où fut décidée la «solution finale» de la question juive, commença la liquidation des différents ghettos.

Malgré les demandes faites par les organisations de résistance du ghetto et transmises à Londres par la Résistance polonaise, les Alliés occidentaux n'organisèrent aucune mesure de représailles ou de bombardement qui auraient pu au moins limiter l'extermination, la presse anglo-saxonne évitant même de rendre compte des informations et des témoignages qui parvenaient de Varsovie. D'où la protestation désespérée de Szmul Zygielbojm.

Aujourd'hui, à Damas, la mort par le gaz tombe du ciel ! Et les ballets diplomatiques se succèdent avec leurs vaines paroles ...

De même qu'Hitler annonçait clairement dans «Mein Kampf» dès 1926, son programme génocidaire, Bashar al-Assad a lui aussi clairement déclaré qu'il « ferait une guerre totale », contre l'opposition, la rébellion armée et son propre peuple plutôt que de renoncer au pouvoir. Après avoir fait perpétrer depuis

le mois d'avril 2013, des attaques chimiques ponctuelles avec des gaz contenant du sarin, attaques qui auraient tué au moins 150 personnes dans le quartier de Jobar à Damas, ce dictateur paraît s'apprêter à étendre les massacres .

Ainsi , vers deux heures, le mercredi 21 août 2013, Bashar al-Assad aurait-il délibérément ordonné la destruction de plusieurs quartiers de la banlieue de Damas provoquant, en quelques minutes, la mort de plus de mille enfants, femmes, civils sans défense, par le tir de missiles munis de têtes chimiques. Alors que les experts de l'ONU présents à Damas se voient interdire par les troupes du tyran l'accès aux sites bombardés, alors que les équipes mé-

dicales présentes sur place ne disposent plus de stocks d'atropine, seul médicament qui, administré à doses massives, constitue un antidote à l'intoxication par le sarin, n'y a-t-il pas lieu de craindre la mise en oeuvre d'une «*purification politique*» de la Syrie au prix de milliers, de centaines de milliers de morts?

Alors que toutes les normes du droit international sont bafouées, l'ONU sera-t-elle aussi incapable que l'ancienne Société des Nations de protéger les populations innocentes, ou à tout le moins de leur apporter aide et assistance ?

Katherine Le Port, le 23 août 2013.

Du 22 juillet au 13 septembre 1942 des centaines de milliers d'habitants du ghetto de Varsovie furent déportés à Treblinka et gazés.

Le 19 avril 1943, les troupes nazies entraient dans le ghetto où un millier d'insurgés les combattirent jusqu'au 16 mai 1943. La quasi totalité des habitants du ghetto fut alors tuée ou déportée à Treblinka. Le quartier juif fut méthodiquement brûlé et rasé par les nazis qui dynamitèrent la Grande Synagogue de Varsovie. Seuls quelques combattants parvinrent à s'enfuir et à rejoindre la Résistance polonaise.

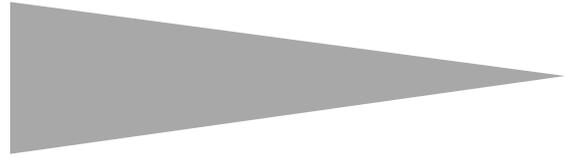
APPEL AUX ANCIENS COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA RESISTANCE ET AUX PATRIOTES REFRACTAIRES AU STO.

Lors du congrès national qui s'est tenu à Lons-le-Saunier les 5, 6 et 7 octobre 2012, l'Anacr, prenant acte de la présence au gouvernement d'un ministre délégué chargé des Anciens Combattants exprimait le souhait que son action, en concertation avec les anciens combattants de la Résistance, développât sa mémoire, ses idéaux et ses valeurs et permit aussi d'aboutir à l'attribution du titre de Reconnaissance de la Nation à tous les réfractaires au Service du travail obligatoire institué par le gouvernement collaborateur de Pétain aux ordres de l'occupant nazi ainsi qu'aux patriotes résistant à l'Occupation des départements annexés par le « Reich » hitlérien.

L'Anacr rappelait également que de nombreux membres de la Résistance avaient été, au fil des années suivant la Libération, victimes d'injustices, en premier lieu au regard de la reconnaissance des services qu'ils avaient accomplis et des décorations qu'ils auraient méritées. Aussi, exprimait-elle le souhait qu'un contingent important de Légion d'honneur et d'Ordre

National du Mérite fût réservé aux Résistants survivants et particulièrement méritants, demandant notamment l'obtention de la qualité de « Volontaire » par tous les titulaires de la carte de CVR ou de Combattant au titre de la Résistance et l'attribution, de droit, de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance aux titulaires de la Médaille de la Résistance et aux titulaires de la Croix de Guerre au titre de la Résistance.

Partageant ces exigences soutenues à l'unanimité par les délégués au congrès national de l'Anacr pour que justice soit enfin rendue à tous les Résistants, à toutes celles et à tous ceux qui ont combattu pour la Libération de la France, pour la liberté, pour le rétablissement de la démocratie et de la République, nous invitons tous les lecteurs de notre revue concernés par ces propositions à prendre attache avec le comité local de L'Anacr de leur secteur ou à nous adresser toutes informations et éléments de dossier utiles pour soutenir leurs démarches .



ROBERT LE GUENNEC

COMMENT JE SUIS ENTRÉ «EN RÉSISTANCE»

COMME JE TE L'INDIQUAIS LORS DE NOTRE DERNIÈRE ENTREVUE, QUELQUES JOURS APRÈS LE DÉBARQUEMENT, PAUL SÉVÈNE EST VENU ME VOIR CHEZ MES PARENTS À CARNAC POUR ME DIRE « PRÉPARE- TOI , ON VA BIENTÔT PARTIR ». (SUITE DU N°158)

Il ne m'en a pas dit plus. Je pense qu'à ce moment il était en relation avec son oncle, le commandant Laimé, ancien commandant d'active qui devait appartenir à l'Organisation de Résistance de l'Armée. Et le dimanche 11 juin 1944, Paul est passé me chercher tôt le matin. Il conduisait une camionnette fonctionnant au gazo-bois. J'ignore où et comment il se l'était procurée. Mais Paul, dans le civil, était notamment vendeur de gazo-bois, carburant courant à l'époque. En réalité, il s'agissait d'une Citroën C4, modèle 1936, transformée en camionnette. Ce jour là , partirent avec nous, outre Jacques Sévène, le frère de Paul, Guy Buquen, Léon Jacquin, Jean Le Meilleur, Hubert Brisson, réfugié, originaire de Larmor-Plage, qui n'avait pas encore 18 ans, et deux ou trois autres jeunes dont je ne me souviens plus du nom.

Jean, Hubert et moi ignorions alors que les jours à venir allaient faire de nous des frères de combat. Nous ignorions même où nous allions précisément. Une seule certitude nous habitait : nous allions enfin pouvoir agir. Mais dans l'immédiat, notre préoccupation était le fonctionnement de la camionnette. L'avantage du gazo-bois, c'est que le carburant se ramasse le long des routes : pas de plein d'essence à faire. L'ennui était qu'à chaque côte, il nous fallait descendre sur la route pour pousser la C4.

A plusieurs reprises, nous avons croisé des soldats allemands. Ils nous regardaient passer, sans nous arrêter,

ni à plus forte raison nous interroger pour savoir où nous allions. A croire qu'il ne voulaient pas le savoir, et nous ne nous sommes pas plus que cela souciés de leur présence.

Enfin, nous sommes arrivés au bois de Saint Bily, entre Plaudren et Trédion, et c'est là que nous avons appris que nous faisons partie de la première compagnie du 2ème bataillon de FFI, sous les ordres du commandant Yves Le Garrec, de l'ORA. Notre chef de section était le lieutenant Joseph Raoul. Des centaines de volontaires se trouvaient déjà rassemblées, et de nouvelles recrues venaient nous rejoindre. C'était une belle pagaille : nous n'avions ni tentes, ni armes, rien à manger, et en plus la pluie s'est mise à tomber. Il nous a fallu construire, dans les fougères, de piètres cahutes avec des branches de châtaignier pour nous protéger tant bien que mal . Pour nous, quelle déconvenue ! Paul qui nous avait dit que tout serait prêt pour le combat !

Les deux premières nuits nous avons attendu vainement un parachutage d'armes. Toutefois, une cuisine avait été installée dans une petite maisonnette, au bord de la route .

Le mardi 13 juin, vers 8 heures , nous avons été attaqués par une patrouille allemande et, n'ayant pas d'armes pour riposter, Hubert, Jean et moi nous nous sommes enfuis comme des lapins, sans savoir si certains de nos camarades avaient été touchés ou pas. Nous avons marché, au hasard, tout l'après midi et toute la nuit, pour

C'était une belle pagaille : nous n'avions ni tentes, ni armes, rien à manger, et en plus la pluie s'est mise à tomber.

nous retrouver, le lendemain matin, tout près du camp. Un paysan que nous avons interrogé, nous a confirmé ce fait. Nous avons donc tourné en rond sans nous en rendre compte ? Faut dire qu'aucun de nous trois ne connaissait la région ! Le camp paraissait calme, alors nous y sommes revenus pour prendre nos couvertures, nos gamelles, et là, nous avons découvert les corps de nos quatre camarades cuisiniers, criblés de balles. Je les revois encore : ils étaient assis, adossés les uns aux autres, mitraillés à bout portant; deux d'entre eux avaient le ventre ouvert.

Ils avaient dû être surpris alors qu'ils s'apprêtaient à éplucher des pommes de terre, tout était encore en place. Nous étions sans doute être les premiers maquisards à revenir dans le camp. Rien n'avait été modifié.

Que faire ? Nous étions désespérés : les enterrer, tenter d'aller déposer leur corps dans un autre lieu, c'était prendre le risque d'être à notre tour, surpris par les Allemands et exécutés sans même pouvoir nous défendre ! La mort dans l'âme, nous nous sommes résignés à laisser nos camarades sans sépulture, ne sachant même pas comment faire prévenir leur famille puisque nous ignorions leur nom. Tu me dis que, selon les informations données par Joseph Jégo dans son livre 1939-1945, «Rage Tourmente et Fureur au Pays de Lantvaux», il pourrait s'agir de Georges Bignonnet, originaire de Paris, de Gustave Siné, chef du groupe formé au Hézo, d'André Le Godéc, originaire de Sarzeau, et de Joseph Josselin, originaire de Pluvigner. Je ne peux malheureusement rien te confirmer à ce propos.

En tout cas, ce 14 juin 1944, comme nous n'avions plus de contact avec nos chefs, une seule idée nous tenaillait, retrouver la bonne route pour atteindre notre seul refuge fiable : les

maisons de nos parents à Carnac. Nous avons fini par y parvenir, après avoir fait à pied, environ 55 à 60 km, craignant en permanence de tomber sur une patrouille allemande.

LES COMBATS DE SAINT MARCEL

A peine étais-je arrivé chez moi à la tombée du jour, que Paul Sévène m'y rejoignait. Il m'indiquait rapidement qu'un nouveau maquis était en formation, où nous pourrions recevoir des armes, qu'il me fallait aller prévenir Hubert et Jean et qu'il repasserait nous chercher dans quelques heures. J'ai donc été prévenir mes deux camarades. Mais, si nous étions d'accord tous les trois pour continuer à nous battre, il n'était pas question pour nous de repartir en pleine nuit au risque de nous perdre ou de tomber sur des Allemands ! Une courte discussion entre nous suffit pour décider Paul à nous laisser passer la nuit sur place, cachés dans le vide sanitaire d'une villa dont je savais qu'elle était inoccupée. Autant te dire, que ni mes camarades ni moi, nous n'avons guère dormi, aucun d'entre nous n'osant pourtant confier à son voisin la peur qui lui tenaillait le ventre, sachant que des soldats allemands cantonnaient à Carnac et faisaient régulièrement des patrouilles ! Pas besoin de réveil donc pour qu'aux aurores, ce 15 juin 1944, nous soyons tous prêts à quitter Carnac pour rejoindre le maquis.

Cette fois encore, Paul vint nous chercher avec la C4 Citroën au gazo-bois qu'il fallait toujours pousser dans les côtes, et cela sur une distance de près de 70 km !!! pour arriver dans l'après midi au camp de Saint Marcel où nous avons retrouvé tous les membres de notre section. La plupart avaient fait comme nous à Saint Billy: déguerpir, se cacher, puis se regrouper. Quelle joie après la mort de nos camarades cuisiniers de nous retrou-

ver tous bien vivants et de recevoir, enfin, des armes, avec l'espoir de pouvoir les venger. Pour Hubert et moi : une mitraillette et pour Jean, le plus costaud de nous trois, le fusil-mitrailleur et plusieurs chapelets de balles. En plus, cette première nuit au camp, nous avons dormi dans un taillis de châtaigniers, sous des tentes de soie, faites dans des parachutes et couché sur de la soie !!! Quel luxe !

J'ai appris par la suite que le commandant Le Garrec avait réussi à se replier au camp de la Nouette où il avait reconstitué les trois compagnies de son bataillon recevant l'ordre de déployer celles-ci au sud et au sud-est du camp, entre l'Abbaye et le Bois Joli, l'objectif étant de pouvoir procéder à l'armement des volontaires et leur donner un premier apprentissage du maniement des armes.

Pour ce qui concerne notre groupe, nous étions installés Hubert, Jean et moi «en poste » près de la ferme des Petits Hardys.

Après une démonstration faite par un para, nous avons occupé les journées des 16 et 17 juin, à nous exercer à démonter et remonter nos mitraillettes, mettre le chargeur, et aussi à apprendre comment enclencher la première balle dans le fusil mitrailleur.

Le 18 juin, réveil en fanfare vers 5 heures. Les mitrailleuses postées à l'entrée du camp, non loin de la ferme des Hardys - Béhélec, près de la route allant vers le bourg de Saint Marcel, étaient en pleine action. Nous apprimes plus tard qu'elles tiraient sur deux voitures transportant huit feldgendarmes, dont l'un était parvenu à s'échapper.

Mais d'ores et déjà, nous savions tous que les troupes allemandes cantonnées dans le secteur n'allaient pas tarder à passer à l'attaque. Nous devions nous y préparer.

Notre groupe n'a pas subi les deux premières attaques des troupes allemandes entre 9 heures et 10 heures

sur la ferme du Bois Joly puis vers Sainte Geneviève. Mais dès 9 heures, nous avons reçu l'ordre de nous replier vers la ferme de la Nouette pour renforcer la ligne de défense.

Quand nous parvenons près de la ferme, il nous est distribué des cigarettes et de la gnole. Distribution de mauvais augure !!! J'ignore ce qu'ont pu ressentir mes camarades, mais, moi, dans un flash, j'ai revu le corps de mes copains cuisiniers. C'était pas le moment de flancher. J'ai serré les dents. Puisque tu me le demandes, je ne crois pas qu'aucun d'entre nous ait fait une quelconque plaisanterie à ce moment-là: chacun devait être comme moi, surtout soucieux de cacher sa peur! Puis, nous recevons l'ordre de repartir aux frontières du camp, le long de la route allant vers Saint Marcel, entre les fermes des Petits Hardys et des Hardys Béhélec. Là, nous sommes rejoints par L'abbé Guillaudeau, aumonier du maquis, qui nous a donné sa bénédiction. Pour certains d'entre nous cela a sûrement été un réconfort, en ce qui me concerne les cigarettes étaient un plus sûr exutoire contre la tension qui montait. Soudain, nous avons vu arriver un lieutenant parachutiste. Il était légèrement blessé à la tête, debout dans sa jeep, entouré de quelques paras, il venait demander du renfort et surtout organiser nos positions. Nous ignorions alors qu'il s'agissait de Pierre Marianne, mais la détermination de cet homme était telle qu'aucun de nous n'a hésité à le suivre jusqu'à la route pour nous retrouver face au bourg de Saint Marcel. D'instinct, en quelque sorte, nous avons su pouvoir faire confiance à cet homme. Plus tard, nous comprendrons que ce jour là, nous avons rencontré un grand meneur d'hommes, de la trempe de ceux qu'on appelle des héros .

Parvenus à proximité du bourg, nous avons rampé derrière les talus qui entouraient un champ. Là, nous devons être à 100 mètres des lignes alle-

mandes. Marianne a fait poster un fusil-mitrailleur tous les 10 à 15 mètres et des fusils et des mitraillettes tous les mètres. Un deuxième rang de FFI était derrière nous en renfort et pour faciliter notre éventuel repli. Notre ligne de défense devait s'étendre sur quelques 300 mètres. Hubert, Jean et moi devions nous trouver approximativement au milieu de cette ligne. Nous avons entendu des voitures passer sur la route et soudain, nous avons vu, à quelques 50 mètres de nous, les fougères qui ondulaient. Les soldats allemands avançaient.

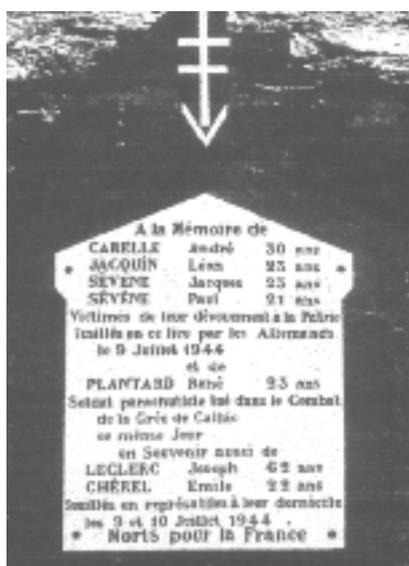
Pour nous trois, Hubert, Jean et moi, mais je pense pour la plupart des autres aussi, c'était le baptême du feu, avec une arme à la main : nous avons commencé à tirer sur tout ce qui bougeait ! Qu'il en a bouffé des balles, le fusil mitrailleur de Jean ! Les Allemands ont cessé leur tir et ont dû se replier. Toutefois, alors que nous progressions vers le bourg, d'autres soldats allemands nous tiraient dessus, du haut du clocher ou perchés dans des arbres.

A ma connaissance cependant, aucun des combattants de notre ligne de défense n'a été blessé. Tu me demandes si j'ai vu des soldats ennemis blessés. Oui, un seul, que nous avons d'ailleurs cru mort, allongé dans les fougères. Mais, alors qu'un groupe de notre section venait de dépasser son corps, il a tiré sur eux, par derrière. D'autres copains ont immédiatement riposté et l'ont tué.

Au milieu de l'après-midi, alors que les combats se poursuivaient, nous avons vu des avions et entendu pendant environ une heure leurs attaques à la bombe et à la mitrailleuse. Il s'agissait d'un squadron de bombardiers alliés qui intervenaient suite à la demande de secours du commandant Bourgoin. Grâce à eux, nous connûmes un court répit et les snippers du clocher de Saint Marcel furent réduits au silence.

Mais dès 17 heures, les combats re-

La plaque commémorative au Château du Bot à Monteneuf



TÉMOIGNAGE

prenaient. Les Allemands renforcés par de nouvelles troupes arrivées de Coëtquidan attaquèrent simultanément toutes les positions occupées par les trois compagnies Le Garrec entre les Hardys-Béhélec et l'Abbaye utilisant des balles incendiaires, dont nous pouvions apercevoir les effets par les fumées qui s'échappaient des bois. Les paras, sans doute informés de l'ordre de décrochage, organisèrent notre repli au cours duquel nous pûmes encore faire quelques tirs dans l'espoir de retarder l'avance des Allemands et protéger nos camarades. Il était près de minuit. Nous avons vu le dépôt de munitions sauter. J'ai appris plus tard que le capitaine Puech-Samson, qui commandait la compagnie de protection de l'état-major, avait mis lui-même le feu à la charge qui avait fait sauter trois tonnes d'explosifs et de munitions reçues au cours des nuits précédentes.

Hubert, Jean et moi commençons à être épuisés, physiquement et nerveusement, n'ayant rien bu ni mangé de la journée. Les paras nous ont conduits dans la partie nord-ouest du camp, au delà de la ferme de la Nouette. Et là, en pleine nuit, aux abords des Landes de Pinieux, les paras nous dirent qu'il fallait décrocher et rejoindre nos lieux de repli ! Et ils nous laissèrent là, livrés à nous-mêmes ! Pas un chef avec nous. Heureusement dans le groupe de maquisards au milieu duquel nous étions tous les trois, se trouvait une équipe de marins-pêcheurs, dont le chef originaire du Bono connaissait les lieux. Se guidant sur les étoiles, il nous a éloignés du lieu des combats pour nous conduire en direction de la route de Vannes. Au petit matin, quelques kilomètres avant Plunéret, cet homme, après nous avoir confirmé que nous étions dans la bonne direction, s'est éloigné avec ses compa-

gnons sans doute en direction du Bono. Il nous avait en quelque sorte sauvés, et je ne sais même pas son nom !

Convaincus qu'à partir de ce moment, nos armes ne pourraient que nous faire repérer sans nous être d'aucune utilité, puisque nous n'avions quasiment plus de munitions, nous les avons cachées sous des tas de fagots. Puis nous avons continué notre chemin, marchant parfois sur la route, mais le plus souvent à travers champs.

Nous devions être dans un piteux état, car en traversant Plunéret, vers 10 heures, nous avons croisé une dame qui n'a pu s'empêcher de s'inquiéter de notre état d'épuisement. Avec quelque imprudence sans doute, nous lui avons répondu qu'il y avait eu une grande bataille à Saint-Marcel et que nous n'avions rien mangé depuis deux jours. Notre sincérité a dû émouvoir cette femme qui nous a aussitôt invités à venir prendre un café chez elle. Quelle aubaine ! Nous voilà tous les trois attablés devant un grand bol fumant accompagné de crêpes de blé noir et de beurre. Oubliés pendant quelques précieux instants, peurs, tirs et morts. Après guerre, j'ose t'avouer que je n'ai pas pris le temps de rechercher si cette dame demeurait toujours à Plunéret pour pouvoir à nouveau la remercier.

C'est donc le ventre bien rempli que nous nous sommes dirigés vers Auray, non sans appréhender d'avoir à traverser cette ville. Mais là encore, la chance nous a souri. A l'entrée de la ville, nous avons aperçu une camionnette de marée à qui nous avons fait signe de s'arrêter. Nouvelle chance, la conductrice, chose rare à l'époque, nous connaissait : c'était Berthe Bellec (soeur d'Alain Barrière) qui avait un permis de circuler pour vendre son poisson. La camionnette était bâchée, ce qui nous a permis de nous cacher

à l'abri des regards. A un moment, nous avons bien cru pourtant que la chance nous abandonnait. A la sortie d'Auray, au carrefour de Quiberon/Etel, Berthe se faisait arrêter par une patrouille allemande. Sans se démonter, elle a présenté ses papiers, ne laissant paraître aucune émotion. Les Boches, sans doute bluffés par le calme de Berthe, n'ont même pas cherché à fouiller la camionnette qui a continué sa route .

Ouf ! Quelle frousse !!! Et quel soulagement quand nous approchons enfin de Carnac, sains et saufs. Berthe nous a conduits chez mes parents. Autant te dire, qu'avant de la laisser repartir nous lui avons tous témoigné notre admiration pour son courage et notre reconnaissance pour les risques qu'elle avait pris pour nous venir en aide. Jean et Hubert ont rejoint leur domicile. Quant à moi, j'étais physiquement et nerveusement épuisé : une fois à la maison j'ai dormi un jour et deux nuits.

Malheureusement, longtemps après, la guerre terminée, nous avons appris, que Jacques et Paul Sévène et Léon Jacquin, dont nous avons été séparés lors du repli du 18 juin 1944, avaient été découverts, au Château du Bot à Monteneuf, fusillés et enterrés, dans un sillon, ainsi qu'un parachutiste et le gardien avec son chien. Ils étaient venus au Château pour faciliter la fuite des paras qui allaient être cernés.

Une plaque commémorative a été apposée, sur le mur du Château, lors d'une cérémonie, où nous étions présents, Hubert Brisson et moi, ainsi que nos camarades André Tanguy et Henri Le Rouzic de la 3ème compagnie du bataillon Le Garrec .

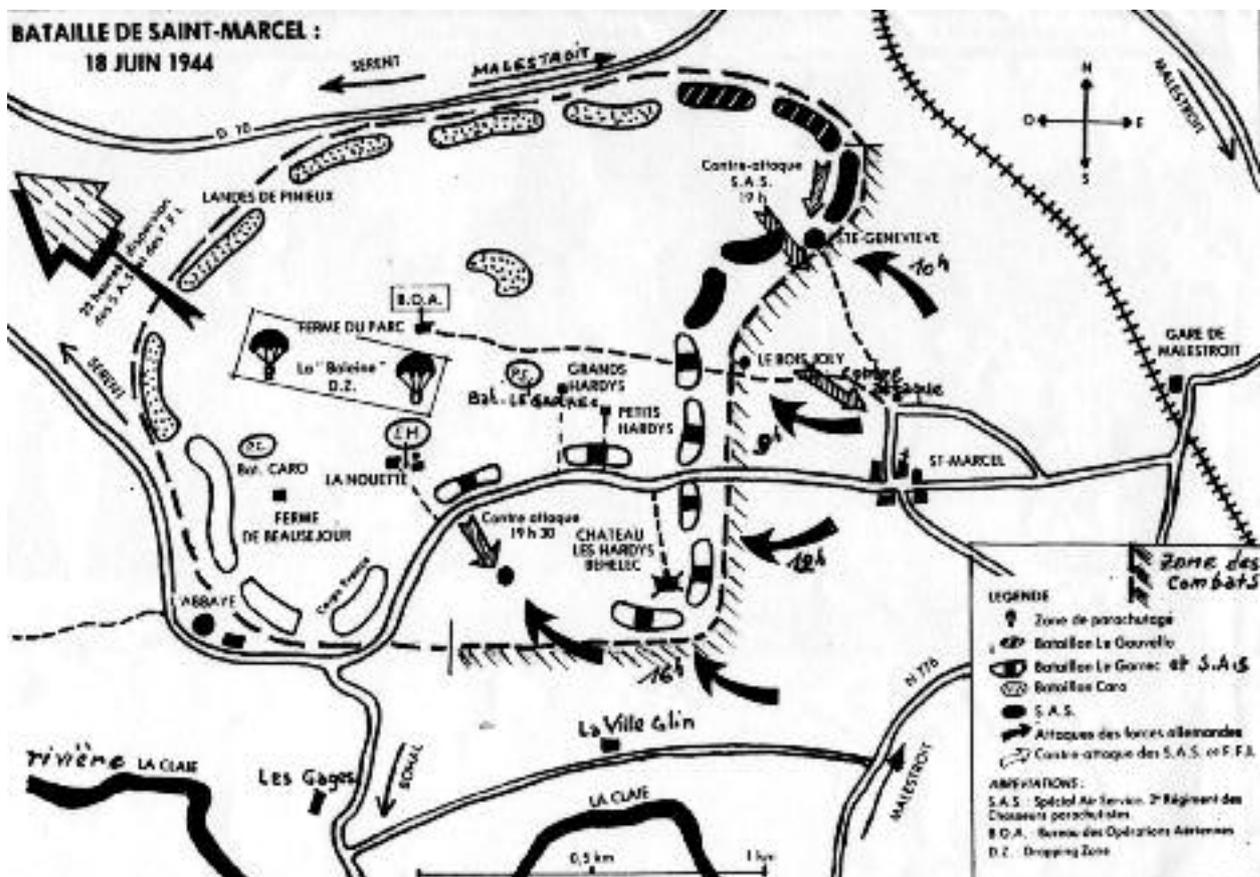
Plusieurs de ceux que j'appellerais des stratèges en chambre ont critiqué l'erreur qu'aurait représenté le regroupement de tant de jeunes volontaires inexpérimentés au camp de Saint-Marcel. Ont-ils seulement réfléchi à la

manière dont il était possible, en si peu de temps, après le débarquement, d'armer des centaines de jeunes gens et de leur donner une première expérience des armes ? Ignorent-ils que ce camp était aussi le refuge des maquisards dont les cantonnements avaient été démantelés suite aux attaques des troupes allemandes ?

Pensent-ils que, sans ce camp et cette première bataille, bien moins de résistants auraient pu prendre part aux combats libérant la plupart des villes de notre département ! Cherchent-ils à reprocher à nos chefs et notamment aux commandants Le Garrec et Caro, qui ont obéi aux ordres de l'Etat major, les crimes de guerre commis par la Wehrmacht à partir du 19 juin 1944 lors de sa traque aux maquisards et de leurs chefs, notamment pour se venger de sa première défaite d'importance sur le sol de Bretagne ?

Et puisque tu me le demandes, je partage entièrement le point de vue de Roger Le Roux sur « la leçon » à tirer de la bataille de Saint-Marcel, point de vue qui me tiendra lieu de conclusion, avant de revenir dans un prochain entretien avec toi, sur ma participation au « Front de Lorient » :

« Au cours de la bataille, qui s'est terminée avant que les Allemands aient pu effectuer des tirs de blindés ou d'artillerie de campagne, les Français ont été supérieurs en nombre pendant toute la matinée. Les Allemands ont découvert avec surprise, sur les arrières des champs de bataille de Normandie, l'existence de forces bien armées, bien encadrées, dotées même de quelques moyens mécaniques, qui leur ont infligé des pertes sérieuses et qu'ils n'ont pas pu battre. Ils ont constaté que ces forces étaient en relation permanente



avec l'état-major allié puisqu'elles ont pu faire intervenir l'aviation dans le combat. Ils vont craindre d'autant plus cette armée clandestine qu'ils en ignorent les effectifs. Malgré leurs recherches, ils ne vont plus la retrouver qu'en éléments dispersés. Il leur sera impossible de la détruire, puisqu'elle refusera désormais toute bataille rangée. Après le 18 juin, les Allemands auront peur des combattants de l'intérieur.../...Enfin le combat de Saint-Marcel a eu un énorme retentissement dans le Morbihan occupé, parce que, pour la première fois, l'occupant a été tenu en échec. Les jeunes combattants des FFI, qui pour la plupart, y ont

reçu le baptême du feu, s'y sont dans l'ensemble très bien comportés, entraînés par le courage de leurs chefs et par l'expérience des parachutistes. Parmi ceux-ci, le lieutenant Marienne, surtout, s'est révélé un extraordinaire entraîneur d'hommes. Une véritable légende se formera autour des épisodes de cette journée. Les hommes du maquis, eux, savent désormais que, le moment venu, bien armés, ils pourront vaincre l'Allemand.»

Roger Le Roux Le Morbihan en guerre pages 468 à 470

Fin de la deuxième partie

APRÈS LE COMBAT DE SAINT MARCEL

AU DÉBUT DE JUILLET 1944, IL Y AVAIT DANS LE PARC DE LA GRÉE DE CALLAC, EN MONTENEUF, 26 PARACHUTISTES FRANÇAIS, CAMOUFLÉS LÀ DEPUIS LES COMBATS DE SAINT MARCEL.

Depuis le début de l'année d'ailleurs, la grande prairie de Grée, sur son aire de 200 hectares, est le théâtre de parachutages que n'ignorent ni le garde André Carelle, 30 ans, demeurant à la Porterie, prêt à user de son titre d'assermenté pour justifier des sorties nocturnes, ni la propriétaire, la comtesse du Bot, née du Boisduhier, de Cesson-Sévigné, décidée à revendiquer la responsabilité des initiatives prises.....

Deux jours après le combat de Saint Marcel, un agent de liaison est venu demander asile pour 15 parachutistes tapis dans les bois voisins. Après un repos réparateur, le garde, M Carelle, ira les conduire jusqu'à Saint Séglin (Ille et Vilaine) où les attend le lieutenant Justaud.

De nouveaux groupes de parachutistes viennent demander asile au château de la Grée. Mais le lieu devient peu sûr. Une nouvelle per-

quisition sévère a lieu le jeudi 6 juillet, suivie d'une nouvelle visite domiciliaire, le vendredi soir, faite grenades en mains.

Carelle est en proie à de sombres pressentiments. S'entretenant avec Madame du Bot du jour prochain de la Libération, un frisson est passé tout d'un coup sur son enthousiasme et il a dit avec mélancolie : «*Comme cela serait triste de mourir à la veille d'un si beau jour* ».

Mme Du Bot l'a regardé :

«*Si je puis vous préserver, Carelle, je prendrai toutes les responsabilités sur moi* ».

«*Non, on ne pourra pas me sauver facilement; du reste, j'ai choisi de mourir sous les balles allemandes*».

En ce moment d'abattement, il redoute qu'on exerce sur lui quelques représailles pour les pressions qu'il a dû faire afin d'obtenir quelque ravitailement.

Récit recueilli par **Katherine Le Port** le 19 juillet 2013.

Nos lecteurs pourront trouver, sur le site « *les amis-de laresistancedumorbihan* », s'ils souhaitent compléter le récit de notre ami Robert Le Guennec, d'autres extraits de l'ouvrage de Roger Le Roux comme des extraits du récit de Jeanne Bohec sur le camp de Saint Marcel.

Ils pourront également trouver dans les numéros 90 et 91 de notre revue, pages 6 et 4, en ligne sur notre site, le compte rendu de la cérémonie qui s'est déroulée au monument de la Grée de Callac en Monteneuf en juillet 1994, en hommage notamment à Jacques et Paul Sévène et Léon Jacquin et la présentation de la plaque souvenir apposée sur les lieux de leur exécution .

Car la Porterie est devenue une sorte de cantonnement et chaque jour sa femme doit faire la cuisine pour 35 personnes.

Le 9 juillet vers 4 heures du matin, une fusillade soudaine arrête le chant des merles qui s'interrompt, strident, comme un coup de sifflet. Carelle et sa femme sautent du lit. Il pleut des balles. Il en pleut sur la fenêtre et jusque dans la chambre. En rampant, M et Mme Carelle vont lever leurs enfants et les habillent. Un jeune homme survient : «*Attention, crie-t-il, les parachutistes se sauvent*».

Pour faire diversion, Carelle ouvre la porte et se présente aux Allemands suivis de trois agents de liaison : Jacques, 23 ans et Paul, 21 ans, Sévène et Léon, 23 ans, le fils du colonel Jacquin, revenus dans la nuit, à la Porterie, après une mission.

«*Haut les mains*», hurle la patrouille »

Retrouvez l'Anacr du Morbihan sur son site internet
lesamisdelaresistancedumorbihan.com

Carelle et ses compagnons montrent qu'ils n'ont pas d'armes. Ils n'en sont pas moins fouillés, jetés à terre, roués de coups, traînés sous des chênes-liège à une dizaine de mètres et abattus à bout portant, sans autre arrêt que des hurlements gutturaux de Germains ivres de rage :

«*Terrorist, terrorist...*»

Cette scène de sauvagerie fulgurante a eu lieu sous les yeux agrandis de Mme Carelle, un enfant dans les bras, les deux autres la tête cachée dans ses jupes. Mme Carelle s'évanouit.....

Les Allemands se ruent dans la Porterie et mettent tout sens dessus-dessous. Ils n'ont rien trouvé, ni les armes, ni les fils électriques, ni les accus qui servaient au parachutage. Ils mettent le feu, c'est plus simple. Ils jettent les trois enfants dans un landeau sans découvrir sous la ballière, un voile de parachutage. Ils font marcher devant eux la mère poussant sa voiture.....

[Pendant ce temps], les parachutistes se replient par la route du Binio en tirant. Vingt cinq d'entre eux pourront décrocher. Le vingt sixième, René Plantard, 22 ans, réfractaire originaire de La Métairie-Neuve en Augan, engagé avec les parachutistes à Saint-Marcel, va se sacrifier pour ses camarades. Il tient les Allemands en respect pendant la retraite de ceux-ci : il est tué alors qu'il aide quelques uns de ses compagnons à sauter le mur du parc... Avant l'arrivée de Mme Carelle à La Grée, les Allemands s'étaient rués vers le château et avaient fait prisonniers tous les habitants qui se trouvaient dehors près de la chapelle, au nombre de 45 environ. On parque les hommes dans l'allée menant aux cuisines et les jeunes filles au centre de jeunesse de Lorient réfugiées au château au rond-point du puits, sous le canon des mitraillettes. L' *hauptmann* retourne à Mme du Bot,

lui commande de le suivre, afin dit-il de perquisitionner dans le château en sa présence. Les soldats défoncent la porte d'entrée à coups de bottes, ainsi que toutes les portes du sous-sol, avec des cris, des jurons et dans un vacarme d'enfer.

A la dernière marche de l'escalier, la maîtresse de maison fait front résolument :

«*Ne vous donnez pas toute cette peine*, dit-elle à l'officier, *je vais ouvrir moi-même les portes*» et elle prit les clefs.

La fureur des Allemands se calme un moment. Elle reprend, soufflée par une sorte de méfiance, à leur entrée dans les locaux réservés au centre de jeunesse de Lorient, car ils n'arrivent pas à comprendre que les couvertures et les challes de l'armée qui sont là servent à des jeunes filles et non à des militaires. L'officier replace sa prisonnière au mur et s'en va, laissant les "condamnés" sous la garde d'un peloton armé.

L'officier démarre, lui, suivi de ses sbires vers le village de Trézon. La troupe envahit l'atelier d'un modeste artisan sexagénaire, M Leclerc, 62 ans. La découverte d'un petit bout de tract anglais semble combler l'officier :

«*Qui est patron ici ?*» hurle-t-il.

«*C'est moi !*» dit l'artisan.

Ca suffit, M Leclerc est traîné dehors et l'officier ordonne aux hommes de le tuer. Une rafale de mitraillette. L'artisan s'effondre, il agonisera une heure et demi durant.

[Le 10 juillet, à la Villemarqué en Monteneuf, Emile Chérel, 22 ans, originaire d'Augan, réfractaire au STO, dépourvu de papiers d'identité, était surpris par les allemands et abattu sur place]

[A la Grée Callac, ce 9 juillet] la pluie se met à tomber. La troupe se réfugie dans les sous-sols et entraîne avec elle ses prisonniers. Ce répit est une sorte de miracle : l'ordre est venu d'emmener les prisonniers à Augan

pour les interroger. Le convoi était impressionnant. La femme du garde, Mme Carelle, à bout de force, avait été hissée sur une charrette aux montants desquels étaient accrochés les trophées macabres arrachés aux parachutistes en fuite : casques bosselés, vareuses trouées de balles...

Mme Tanguy, née Rose Connan, qui était du convoi avec ses deux plus jeunes enfants, eut la présence d'esprit, passant devant la petite maison de la Planche où demeurait sa fille Anna, de crier à celle-ci, en breton, qu'il fallait cacher les armes rapportées par Auguste Tanguy, leurs fils et frère, de la bataille de St-Marcel. L'ordre ne fut pas compris des sentinelles allemandes. Et au cours du trajet, les prisonniers purent faire disparaître des papiers compromettants.

A la Kommandantur d'Augan, Mme du Bot retrouve Mme Carelle qui, lors d'une première confrontation, lui apprend la mort de son mari. Les deux femmes tombent dans les bras l'une de l'autre et s'embrassent. Un officier supérieur, arrivé de Vannes, s'incline tout de même devant cette douleur et se retire. Mais cela n'empêche point un autre de hurler à Mme du Bot qui, à l'annonce de la saisie de son essence, a voulu plaisanter :

«*J'espère que vous ne me la prendrez pas toute et que vous m'en laisserez bien quelques bidons pour m'éclairer cet hiver*».

«*Plus besoin de lumière pour vous cet hiver, vos yeux seront fermés pour toujours, pour toujours*».

Sept interrogatoires se succèdent ainsi... Mme Carelle malade, interrogée de son côté, supporta non moins vaillamment l'épreuve...

Nouveau revirement subit. C'est cette fois, un officier de la Wehrmacht, qui, dans le français le plus pur et le plus élégant, adresse à la comtesse du Bot un sermon en trois points. Elle doit retourner chez elle, s'y tenir tranquille et prendre à sa charge

la femme et les trois enfants du garde. Cette annonce soudaine et étrange de la liberté l'a un peu éblouie et hésite, quand, tout à coup, du fond de la salle bondit, comme un diable, l'officier qui les avait capturées. Il la prend aux épaules, la secoue avec furie :

«Non, non, vous n'êtes pas libre, vous êtes ma prisonnière, vous êtes otage. Si vous n'exécutez pas mes ordres, si quelque chose d'anormal se passe dans le pays, si vous ne restez pas sans cesse à mon entière disposition, je ferai brûler le château, les villages des environs et je ferai aussi fusiller d'autres hommes sur Monte-neuf».

LES 28 MAQUISARDS-F.F.I., PARACHUTISTES DU 4 ÈME S.A.S ET CIVILS MORTS AU COMBAT OU TUES LE 18 JUIN A SAINT MARCEL

Lors de la première attaque à 9 heures vers la ferme du bois Joly : *Suzanne Berthelot*, 15 ans, originaire de la région parisienne; *Daniel Casa*, 20 ans, S.A.S originaire de Marseille; *Jean Le Blavec*, 21 ans, F.F.I et *Paul Le Blavec*, 20 ans, F.F.I originaires de Crach; *Joseph Planchais*, 20 ans, F.F.I originaire de Bain de Bretagne; *André Robino*, 21 ans, F.F.I originaire de Crach.

Lors de la deuxième attaque à 10 heures vers Sainte-Geneviève : Cpt *Henri Adam*, S.A.S originaire d'Alsace; S/Lt *Michel Brès*, 32 ans, S.A.S originaire de Madagascar; S/Lt *Roger Le Berre*, 23 ans, F.F.I originaire de Brest; *Louis-Marie Malbert*, 36 ans, S.A.S originaire de St Quay-Portrieux.

Lors des combats entre 14 heures et 22 heures et lors du repli vers Les Hardys-Béhélec et sur la route de Saint Marcel : Lt *Henri Rio*, 25 ans, F.F.I originaire d'Auray; Sgt *Adrien Le Canu*, 26 ans, F.F.I originaire d'Auray.

Vers La Petite Haie en Sérent : *Jean-René Mollier*, 22 ans, S.A.S originaire

de Lac au Villers; *Nicolac Schmitt*, 20 ans, S.A.S originaire de Philippsbourg.

Vers La Ville- Glin en Bohal : *Charles Goujon*, 29 ans, F.F.I originaire de la Trinité Porhoët; Lt *Louis Le Bouédec*, 33 ans, F.F.I originaire de Ploërdut.

Extraits du récit
de Madame La Comtesse **Du Bot**
recueilli par **P.Cressard**
journaliste à Ouest France

Dans un secteur non déterminé :

Serge Fercocq, 19 ans, F.F.I; *Paul Guégan*, 47 ans, F.F.I originaire de La Palud Trinité-sur-Mer; *François Le Yondre*, 21 ans, F.F.I originaire de La Trinité-sur-Mer; *Robert Ménard*, 20 ans, F.F.I originaire de Paris 8e; *Georges Moizan*, 21 ans, F.F.I.

Faits prisonniers et fusillés à la Nouette : *Emilien Le Grel*, 23 ans, F.F.I originaire de Locoal-Mendon; *Vincent Le Sénéchal*, 23 ans, F.F.I originaire de Mendon.

Fait prisonnier et fusillé à Vannes le 18 juillet 1944 : *Laurent Le Lem*, 31 ans, F.F.I originaire de Carnac et quatre combattants F.F.I non identifiés

D'après la brochure
Le maquis de Saint Marcel

PETITION

NON A LA FERMETURE DU MUSEE DE LA RESISTANCE BRETONNE

Saint-Marcel, dans les landes de Lanvaux, a abrité l'un des plus grand maquis français associant les résistants et parachutistes de La France Libre, où s'est déroulé le 18 juin 1944, un combat mémorable de l'histoire de la France et de la Bretagne. Créé en 1984, le Musée de la Résistance Bretonne retrace les faits de Résistance en Bretagne historique et présente également l'exposition nationale dédiée aux parachutistes de La France Libre.

Aujourd'hui, nos instances territoriales doivent s'investir dans le fonctionnement du Musée pour éviter sa fermeture et conserver ainsi le Devoir de Mémoire !

Aussi, rejoignez-nous dans ce combat décisif pour faire réfléchir nos instances !

À la veille des commémorations du 70ème anniversaire de la Libération, n'oublions jamais que les anciens combattants sont, comme nous pouvons l'être un maillon dans la grande Histoire de France. Il nous appartient après eux, de reprendre le flambeau pour transmettre leur Mémoire aux générations futures.

www.petitionpublique.fr

PÈRE ET FILS RÉSISTANTS À PEILLAC

NOTRE AMI ROGER MACÉ, COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RÉSISTANCE, A BIEN VOULU REPRENDRE ET COMPLÉTER POUR NOTRE REVUE, LE TÉMOIGNAGE SUR SES ACTIONS ET CELLES DE SON PÈRE DANS LA RÉSISTANCE TEL QU'IL L'AVAIT TOUT D'ABORD DONNÉ À LAURENT GUILLET ET PUBLIÉ DANS LE LIVRE «LE TEMPS DE L'OCCUPATION EN BRETAGNE»

MA JEUNESSE JUSQU'À LA DÉCLARATION DE GUERRE

Je suis né le 9 août 1926 à La Touche Morin près de la Gacilly. Mes parents, dont je suis le seul enfant, y avaient une petite exploitation agricole et mon père exerçait également l'activité d'arpenteur. Autant te dire que mon père, Pierre, né le 13 avril 1897 à Monteneuf, a eu un parcours professionnel un peu particulier. Ses parents le destinaient à la prêtrise. Et d'ailleurs, il avait fait des études secondaires au séminaire et obtenu son baccalauréat. J'ignore pourquoi il n'a pas persévéré dans cette vocation. En tout cas, après la Grande guerre, où il avait combattu comme soldat de la classe 17, notamment à Verdun et aux Chemin des Dames, combats au cours desquels il a été, à chaque fois, blessé, tout d'abord légèrement au visage, puis plus gravement au genou qu'une balle avait traversé, mon père s'est orienté vers l'enseignement.

Ainsi, au début des années 1920, a-t-il été instituteur à Baud, avant d'être muté à Noyal-Muzillac puis à Malansac. En effet, il n'avait pas voulu continuer à faire classe à Baud, pays où la plupart des enfants avaient le breton comme langue maternelle. Or, à l'époque, les instituteurs avaient pour consigne d'interdire aux enfants d'utiliser cette langue en classe, et certains collègues n'hésitaient pas à avoir recours à des châtiments corporels pour contraindre les enfants. Mon père avait vécu cela comme une répression intolérable et avait demandé à enseigner en pays gallo. A Malansac, en 1925, il a fait la

connaissance de ma mère Anastasie, née Tual, le 24 février 1899.

Celle-ci était veuve de guerre et avait perdu en 1920, je crois, le fils né de son premier mariage. Comme ma mère tenait une petite exploitation et que mon père était un passionné de nature et de chasse, après leur mariage, il a décidé de renoncer à son métier d'instituteur pour se consacrer à l'agriculture, ses connaissances lui permettant d'améliorer les revenus du couple par son activité d'arpenteur, en liaison avec le notaire de Peillac. Pour ma part, je rêvais de devenir mécanicien, mais trois mois après la déclaration de guerre, en décembre 1939, l'année où j'aurais dû passer le certificat d'études, j'ai été contraint de quitter l'école.

En effet, malgré son statut d'ancien blessé de la Grande guerre, (il avait refusé de demander une pension, estimant que d'être revenu vivant était une récompense suffisante) et sa profession de cultivateur, mon père a été mobilisé comme réserviste, dans la 403ème compagnie de mitrailleurs stationnée près de Levallois, compagnie qu'il a dû rejoindre en décembre 1939. Deux de mes oncles par alliance ont aussi été mobilisés : Eugène Legrand de Monteneuf et Jean Gianni, d'origine italienne. Ces derniers ont été également faits prisonnier en juin 1940. Eugène ne reviendrait d'Allemagne qu'en 1945. Jean qui avait contracté une tuberculose dans le camp, était rapatrié dès 1941, mais décédait des suites de cette maladie peu après la Libération.

Pour moi, fini les études ! Il me fallait aider ma mère à tenir la ferme où nous

Roger Macé
à l'âge de 17 ans



cultivions du blé et élevions 4 à 5 vaches. Pour le même que j'étais, le travail était dur, mais nous mangions à notre faim, même s'il fallait aller jusqu'à Bain-sur-Oust à pied pour trouver du pain. Mes parents n'avaient pas de cheval. Fort heureusement pour les labours et la récolte, avec les paysans voisins, on partageait les « corvées » et j'étais également aidé par mes deux oncles Joseph Tual et Jean Pierre Clodic .

Quant à mon père, à partir du mois de mai 1940, nous n'avons plus eu de nouvelles de lui .

Autant te dire l'angoisse que j'ai éprouvée quand nous avons appris la débâcle de nos armées, convaincu que mon père ne se rendrait pas sans combattre. De plus, très vite, il se disait dans le bourg qu'au moins dix soldats originaires de la paroisse auraient été tués et plus de cent hommes et jeunes gens faits prisonniers. Ainsi, avons-nous appris que des voisins des villages de Poulhan, La Douve, La Vallée, La Moutenais en Peillac, Denoual, Joseph Moureaud, Félix Peplet et Maurice Voisin étaient morts au combat.

MON PÈRE PRISONNIER DE GUERRE EN ALLEMAGNE

Tu comprendras que, malgré notre indignation en entendant le discours de Pétain appelant à cesser les combats et à collaborer avec l'occupant, ma mère et moi avons, je crois, pleuré de bonheur en recevant la première lettre de mon père depuis l'invasion de la France par l'armée allemande, lettre datée du 5 juillet 1940 postée de Beaume la Rollande.

Enfin, comme tu peux le voir, c'était une carte postale, représentant le portail de l'église de Beaume que mon père avait choisie de nous adresser, sans doute pour nous redonner espoir dans son prochain retour puisqu'il nous écrivait « *je suis prisonnier de*

puis bientôt un mois. Je ne sais si vous avez reçu la nouvelle. Je suis en bonne santé et j'aime à croire que vous êtes également bien. J'espère vous revoir bientôt » .

Ma mère a aussitôt fait des démarches pour lui faire parvenir cent francs.

Dès sa seconde lettre, dont il m'expliqua plus tard qu'il l'avait fait sortir «clandestinement» du camp pour échapper à la censure allemande, je compris que mon père, malgré sa situation éprouvante, n'avait rien perdu de ses convictions patriotiques. Ainsi, m'écrivait-il « *mon petit Roger, je crois sincèrement que, malgré notre manque d'armement et les trahisons que nous avons eues, les Allemands auraient eu fort à faire si tous les Français, même ceux de chez nous, avaient été aussi courageux que moi. J'ai écrit pour toi au jour le jour ce que j'ai vu et pu faire, du reste personne ne pourra dire le contraire, et il y a cinq soldats du pays avec moi, des Fougerets, de Saint Jacut, de Malansac qui le savent bien »* .

Ces soldats du pays, prisonniers comme lui c'était : Jules Busson de la Touche Morin, Louis Clodic de la Grée en Peillac, Ange Dréan de Le Vaux d'Arz en Malansac, Louis Guitton de Le Gravier en Malansac, Alphonse Hallier de Peillac, François Méhat de

la Haute Brousse en St Jacut Les Pins, Gabriel Naël de Choisel en Glénac et Joseph Royer de Launay en Fougerets.

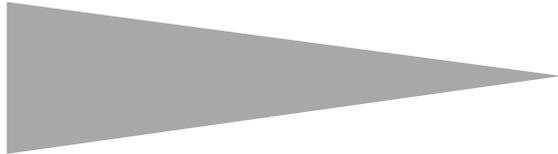
Mon père nous demandait aussi de faire les démarches auprès du maire, voire du préfet pour obtenir de la Kommandatur son transfert dans un camp plus proche, comme ancien de la guerre 1914-1918. Mon père réussit à faire sortir du camp des lettres qu'il avait remises à des Bretonnes qui avaient été autorisées à voir leur mari. Dans ces lettres, il nous expliquait comment faire des démarches, nous adressant même, en septembre 1940, un modèle de lettre pour le préfet. Il nous demandait aussi d'adresser nos propres lettres à Madame Dupuy, boulangère à Beaume La Rolande.

Toutes les démarches faites par ma mère auprès de la Kommandatur restèrent malheureusement sans effet.

Notre inquiétude grandissait, non seulement pour l'état de santé de mon père, qui nous disait souffrir du froid et mal dormir, mais aussi pour sa vie. En effet, dans une de ses lettres datée du 15 octobre 1940, mon père nous avait expliqué que le dimanche après midi précédent, « *sans motif, une sentinelle a tiré sur nous et un camarade a été grièvement blessé, la balle lui ayant perforé le rein pour remonter se loger dans un poumon. Lundi matin, une*



Une lettre de Pierre Macé, le père, prisonnier, datée du 5 juillet 1940



Le stalag IV E situé à quelques kilomètres de la ville d'Altenburg, en Thuringe, paraît avoir fait fonction de camp de transit pour les prisonniers « libérables »

Voici quelques extraits d'un rapport d'une visite du Comité International de la Croix Rouge de Genève effectuée le 13 mai 1941

Situation : Le stalag IV E est un «Schattenlager » , c'est à dire qu'il est le centre dont dépend toute une série de détachements de travail. Il n'abrite donc qu'un nombre fort réduit de prisonniers.

Le camp est situé dans les faubourgs de la petite ville d'Altenburg, au Sud de Leipzig. Il est constitué par une bâtisse à deux étages qui était autrefois une salle de spectacles et de danse. On y a adjoint un autre petit bâtiment avec une salle assez grande tenant lieu d'infirmerie. On est enfin en train de construire, à quelques distances, deux vastes baraques dans lesquelles habitent déjà les Serbes et les Polonais qui seront dès lors complètement séparés des Français.

Il est d'ailleurs question de transférer tout le camp dans de nouvelles casernes, ce qui serait très utile, vu les conditions d'hygiène très primitives du camp actuel.

Effectif : Au camp même se trouvent 259 Français, 55 Polonais et 12 Serbes.

Dans les 600 détachements de travail dépendant du camp se trouvent 12 676 Français, 2 352 Polonais et 652 Serbes. Les Kommandos consistent essentiellement dans cette région en travaux d'industrie.

Neuf médecins français sont rattachés au camp et répartis dans les différentes petites infirmeries où sont conduits les malades des Kommandos. Un seul médecin français [le docteur Gilles Marjolel N° 5116] et un dentiste se trouvent dans le camp même.

(voir journal de captivité 1940.over-blog.com

écrit par Joseph Moalic né en 1913 dans le Finistère)



Joseph Thomas, à gauche sur la photo. A sa droite, Gaby Naël.

autre sentinelle faisait également feu au petit jour, encore sans motif, mais heureusement cette fois, sans atteindre son but ».

Mais quand, à partir de la fin octobre 1940, nous avons reçu des lettres portant la mention « *kriegsgefangenenpost* » adressées par le prisonnier n° 75.103, du stalag IV D situé à Torgau, puis à partir de février 1941, du stalag IV E situé à Altenburg en Thuringe, nous avons commencé à craindre de ne plus jamais revoir mon père. En effet, il nous écrivait qu'il devait travailler dur de 8 heures du matin à 5 heures du soir, dans un froid terrible. Ainsi a-t-il participé au cours de l'hiver 1940-1941 à la construction de ponts de chemin de fer et d'ailleurs il eut les doigts gelés.

D'autres soldats originaires de notre région avaient été aussi envoyés dans le stalag IV, et notamment : Jules Busson, qui ne put s'empêcher en voyant mon père, de s'exclamer « *Père Macé, jamais je n'aurais pensé vous retrouver ici* », mais aussi Louis Clodic, Louis Guillon Alphonse Hallier, François Méhat, Gaby Naël, Joseph Royer et Joseph Thomas .

Tu peux voir ce dernier assis à gauche et à ses côtés Gaby Naël, sur la photographie envoyée par Joseph matricule 75 105 du stalag d'Altenburg. J'ignore qui sont les prisonniers debout au deuxième rang.

Tous reviendront du camp mais seulement en 1945. En revanche, un autre habitant de Peillac, Joseph Maurice mourra en 1942 en Allemagne.

Ma mère a quand même continué à envoyer des colis à mon père et grande a été notre joie en lisant, dans sa lettre du 12 janvier 1941, qu'il avait reçu le beurre, la saucisse, le fromage et les conserves que nous lui avions expédiés, et surtout, que tout était encore bon.

Et aussi que d'émotion, en lisant que malgré les souffrances endurées, mon père s'inquiétait pour nous, pour moi surtout car le 22 février 1940, alors que mon père repartait après une permission, j'avais été victime d'un accident et avais failli mourir. Je me rendais à vélo à un service religieux et un camion m'avait coupé la route m'envoyant dans le fossé. Le vélo était écrasé net, moi je m'en tirais avec un traumatisme crânien mais j'étais resté dans le coma quelques jours: c'est comme cela que j'ai connu les religieuses de la clinique de Malestroit. Bien sûr, ma mère avait informé mon père de tout cela et manifestement cela l'avait angoissé.

Sa dernière lettre envoyée d'Allemagne, mon père l'avait datée du 18 juin 1940, indiquant, entre parenthèses, fête Dieu, et puisque tu me le demandes, je pense qu'il l'avait fait sciemment, et qu'ainsi il désignait De Gaulle, sauveur de l'honneur de la patrie. En tout cas, mon père paraissait convaincu qu'il serait bientôt de retour et nous conseillait de ne plus écrire ni lui expédier de colis. Il prévoyait aussi de passer à Paris voir sa sœur Reine . Et c'est bien ce qu'il fit, comme le montre la photographie prise à son retour au mois de juillet 1941 où on le voit entre sa sœur et le mari de celle-ci, Jean Gianni.

MON PÈRE, CHEF D'UN GROUPE DE RÉSISTANTS SUR PEILLAC

Bien que mon père ait été éprouvé par sa vie de prisonnier en Allemagne, ayant perdu plus de 10 kilos, j'ai très vite compris qu'il n'allait pas se résigner ni attendre sans agir la fin de l'occupation allemande. C'est une explosion de colère à mon encontre qui m'apporta cette conviction.

En effet, peu de temps avant la guerre, mon père avait acquis un fusil de chasse dernier modèle marque Robust fabrication Saint Etienne, payé

LE MASSACRE DE GARZONVAL

DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES, TOUS LES 16 JUILLET À GARZONVAL, UN VILLAGE SITUÉ À L'OUEST DE BOURBRIAC EN COTES D'ARMOR, EST ORGANISÉE UNE CÉRÉMONIE EN HOMMAGE À SEPT JEUNES RÉSISTANTS FTP TORTURÉS ET EXÉCUTÉS D'UNE BALLE DANS LA NUQUE, APRÈS AVOIR ÉTÉ ARRÊTÉS LORS D'UNE RAFLE QUI EUT LIEU LE 11 JUILLET 1944 AUTOUR DE SAINT-NICOLAS-DU-PÉLEM

UNE TENTATIVE ODIEUSE DE BAFOUER LA MÉMOIRE DE CES JEUNES RÉSISTANTS ET D'HUMILIER CEUX QUI PERSISTENT À LEUR RENDRE HOMMAGE.

En effet, le 30 juillet 2013 paraissait sur le site dit Breiz Atao, nom provocateur pour tout ami de la Résistance, un compte rendu de la dernière cérémonie dans lequel l'outrage à la mémoire des Résistants prenait des formes proches de l'apologie des crimes de guerre.

Ainsi, sous une photographie de la cérémonie du 16 juillet 2013, le rédacteur de l'article a osé écrire comme titre: *«Patience, le temps finira le boulot inachevé par les camarades»*, prostituant ce beau mot de camarade pour le donner aux assassins SS allemands et bretons ! Ce rédacteur poursuivait : *«Moment jubilatoire s'il en est le 16 juillet dernier où quelques pelés rescapés du PCF – vraisemblablement échappés de la maison de retraite – étaient venus à Garzonval chialer abondamment sur sept cocos ayant eu, en 1944, la très mauvaise idée de jouer aux cowboys contre des Allemands aguerris par 5 ans de guerre.../...Spectacle crépusculaire et rafraîchissant car toute cette vieillesse est littéralement en train de s'effondrer! On ne résiste pas à vous donner le cliché du baroud d'honneur de la pourriture rouge !»*

N'hésitant pas, dans un style ordurier, à reprendre la propagande pétainiste contre le bolchevisme et à assimiler les jeunes combattants des FTP de Bretagne au signataire des accords ger-

mano soviétiques, aux massacreurs de Katyn et aux guépéoutistes qui remplissaient le goulag stalinien! Cette prose ne mériterait que mépris, si elle ne participait pas à une entreprise de longue haleine visant à réhabiliter plus particulièrement les membres du Bezen Perrot, présentés comme les enfants perdus, voire comme des martyrs, de la cause bretonne.

Nous estimons donc nécessaire de revenir sur les circonstances ayant conduit au massacre de Garzonval.

A L'ORIGINE IMMÉDIATE DE LA RAFLE : L'ATTAQUE DE BOURBRIAC PAR DES F.T.P DE LA COMPAGNIE TITO :

Le 6 juillet 1944, vers 15 heures, un groupe de patriotes cernait le bourg de Bourbriac et attaquait une petite formation allemande composée d'un officier et de douze soldats qui y était cantonnée. L'officier réussissait à forcer les barrages et à se rendre à motocyclette jusque Guingamp où il donnait l'alerte. Vers 18 heures, plusieurs camions venant de la direction de Guingamp arrivaient à Bourbriac. Bien qu'il n'y eût plus de patriotes sur place, les représailles commencèrent, des coups de feu furent tirés sur toutes les personnes qui circulaient dans les rues, l'un d'eux blessant François Jouan, âgé de 70 ans, qui décéderait le 7 juillet à l'hôpital de Guingamp. Le lendemain, quelques 300 soldats allemands, assistés de soldats russes et géorgiens de l'armée Vlassov et de miliciens, occupaient le bourg.

« Nous formerons et éduquerons, à l'intérieur des territoires occupés, des hommes et des femmes dévoués à notre cause, prêts au sacrifice, décidés à faire triompher l'idéal de l'Europe nouvelle....Ces hommes et ces femmes seront notre fer de lance »

**Heinrich Himmler
Reichsführer SS**

« Dans cette guerre et pour la première fois depuis plusieurs siècles, des Bretons nationalistes se sont engagés en troupe militaire pour combattre la France dans le rang de ses ennemis »

**Célestin Lainé
Sturmbannführer SS**

Déclarations citées par Georges Cadiou dans son livre
«L'hermine et la croix gammée»

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES

« La seule méthode payante consiste, pour nous, à introduire nos agents de confiance dans les réseaux adverses afin de connaître la composition de ceux-ci et de savoir les missions fixées par Londres. Trouver des agents n'était pas très difficile. Il s'agissait pour la plupart d'aventuriers qui désiraient gagner de l'argent ou se procurer quelques avantages. Mais nous recrutâmes aussi des idéalistes sincèrement résolus à travailler pour l'Allemagne. Notre travail de recrutement en fut considérablement facilité »

**Werner Ruppert
chef de la Gestapo de Nantes
lors de son procès en août
1947 à Hambourg**

**« Le Führer ordonne:
terroristes et suspects
sont à liquider »**

**Hitler
Ordre du 7 juillet 1944**

**« Pas de pitié, les maquisards
ont ouvert la voie de la violence,
nous allons leur rendre
la monnaie de leur pièce »**

**Célestin Lainé
Sturmbannführer SS
juillet 1944**

Déclarations citées par Georges
Cadiou dans son livre
«L'hermine et la croix gammée»

Les soldats allemands étaient dirigés par deux officiers, Georg Roeder du SD de Brest (Sicherheitsdienst der SS: service de sécurité des SS) et du capitaine Albrecht, responsable d'un bataillon de la feldgendarmérie spécialisée.

Les miliciens étaient membres de la SSP (la Selbstschutzpolizei Police d'auto-protection) ou membres du Bezen Perrot. La SSP était une formation créée par Hermann Bickler, autonomiste alsacien, lié de longue date avec les autonomistes bretons (notamment Olivier Mordrel et Yann Fouéré), qui avait rassemblé un commando d'une quinzaine d'hommes à Rennes dirigé par l'Allemand Max Jacob Oscar et le Français Paul Anderlé. Les miliciens du SPP portaient un uniforme bleu marine avec calot.

Les membres du Bezen Perrot, milice bretonne, fondée le 11 novembre 1943 par Célestin Lainé portaient, eux, l'uniforme vert, avec calot à tête de mort, chemise brune, cravate noire, ceinturon SS avec la devise : *Meine Ehre heisst Treue (Mon honneur s'appelle fidélité)*. C'était les volontaires de la Bretonische Waffenverband der SS, qui à partir du 16 décembre 1943, signèrent un engagement dans la Gestapo.

Le groupe de la SSP présent à Bourbriac aurait compris, outre Anderlé et Oscar, Bernard d'Ambert de Sérillac, ancien étudiant en médecine; Jean Cambourg, ancien étudiant en droit, né en Indochine; Rémy Daigre, ancien maître d'hôtel à Rennes, facilement reconnaissable car il avait un oeil de verre et était amputé d'un doigt, ce qui lui valait les surnoms de «l'Oeil-de-Verre» ou de «Coco-Bel-Ceil», une brute épaisse qui se vantait d'avoir fait mourir des Résistants à force de coups; Elie Cardun, originaire de Cléguérec, fils d'instituteur, qui parlait allemand et participait aux interrogatoires et René Hocquart, chauffeur.

Les Bezen Perrot présents à Bourbriac étaient dirigés par Michel Che-

villotte, dit « Bleiz », c'est à dire «le loup», un étudiant originaire de Plougonvelin, qui mesurait 1m85 et ne s'exprimait qu'en breton. Ce groupe aurait compté au moins quatre autres miliciens : François Jarnouen, dit « Moreau», un ouvrier agricole de Pleine-Fougères, ancien membre des Bagadou Stourm; Raymond Magré, dit « Coquet », un aide-cuisinier originaire d'Arzal; Jean Miniou, dit « Braz », un fils de cultivateur de Cornouaille; Joseph Morvan, dit « Konval », un ancien instituteur de la région de Daoulas.

Tous ces hommes auraient participé à la rafle de Saint Nicolas du Pélem, comme on peut le déduire des témoignages du secrétaire de mairie de Saint-Nicolas-du-Pélem, ayant remarqué «qu'il y avait beaucoup de miliciens, des Français habillés en Allemands,» et d'une dame qui avait entendu, le 11 juillet, aux moins deux miliciens parlant breton, un grand et un petit blond à lunettes.

Après l'attaque de Bourbriac, toute la région allait être ratisée pendant plusieurs jours : Peumerit-Quintin, Trémargat, Kergrist-Moëlou, Plouguernevel, Plounevez-Quintin, Sainte-Tréphine, Plussulien Haut-Corlay, Canihuel, Kerpert, Lanrivain, et à nouveau Saint-Nicolas-du-Pélem.

En effet, le bourg de Saint-Nicolas-du-Pélem se trouvait au centre d'un ensemble de maquis repérés par les Allemands et, notamment, au sud-est, le maquis de Berzoc'h près de Sainte-Tréphine, et, au nord-ouest, celui de Canihuel, où les trois parachutistes de la Jedburgh team Frederick : Paul Bloch-Auroch, dit «Aguirec», chargé des relations avec la Résistance; Robert Kehoe, radio; Adrian Wise, anglais, chef de groupe, restés présents après la bataille de Duault, organisaient l'armement des maquis.

Manifestement, les Allemands possédaient des renseignements précis comme put le constater Aïde Richard,

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES

une jeune infirmière agent de liaison qui se trouvait justement au bourg de Canihuel au matin du 11 juillet. Celle-ci fut interpellée par *«un officier allemand, qui, compulsant des cartes d'état-major et des quantités de paperasses, demandait où [était] Ty-Nevez.»* Comme elle feignit de comprendre qu'il recherchait le bourg de Plounévez, lui affirmant qu'il devait retourner sur ses pas, l'Allemand donna des coups de poing sur sa carte avec l'air d'être assuré du contraire et Aïde, stupéfaite, vit alors sur cette carte *«qu'un grand cercle au crayon bleu entourait Pont-an-Devet et Ty-Nevez, tandis que quatre flèches rouges pointaient vers ce cercle, l'une partant de Corlay, l'autre de Saint-Nicolas-du-Pélem ».*

Or, Pont-an-Devet et Ty-Nevez étaient les fermes où se trouvaient les maquis de Canihuel, à proximité de Coat Cariou. De plus, les parachutistes de la Jedburgh Team Frederick, cantonnaient précisément à Pont-Devet.

Si tous les membres de la mission Aguirec purent s'enfuir, en revanche ils laissèrent une partie de leur matériel et une carte des maquis et des parachutages en cours, comme l'indiquait dans son rapport Robert Kehoe : *«Nous avons aussi laissé dans la panique pour s'échapper une carte accrochée au mur contenant des informations sur les sites de parachutages et certains maquis identifiés par un simple code que le service de contre-espionnage allemand pouvait casser facilement ».*

Après l'attaque de Bourbriac, c'était donc bien la traque aux maquisards et aux parachutistes que le SD organisait autour de Saint-Nicolas, comme le montraient également les déclarations, le 8 janvier 1946, d'un prisonnier de guerre allemand, Philipp Klein : *« notre mission était d'encercler St-Nicolas ».* Vers 10 h du matin, notre compagnie fit halte dans un chemin creux. Après un moment, nous vîmes arriver deux cy-

clistés. En nous apercevant, ils abandonnèrent leurs machines pour s'enfoncer dans les bois. Nous fouillâmes la contrée mais nous ne pûmes les retrouver. Cependant, quelques-uns de nos gens, en les cherchant, parvinrent à découvrir une petite maison située derrière les rochers et tombèrent sur cinq personnes qui s'occupaient à nettoyer des armes. Elles possédaient deux fusils allemands et trois mitraillettes anglaises. Ces personnes furent amenées à St-Nicolas.

Parmi les maquisards ainsi décrits, arrêtés vraisemblablement près du lieu dit Pont-à-Moutons en Canihuel, se trouvaient : Pierre Évenou, né à Canihuel le 11 juin 1914; Édouard Le Bigot, né à St-Nicolas-du-Pélem le 22 janvier 1924; Pavel Malicheff, dit Paulo âgé de 19 à 20 ans un Russe, évadé d'un camp de prisonniers de guerre et qui avait gagné le maquis et deux instituteurs de Lanmeur. Ces prisonniers seraient emmenés à Uzel, torturés puis transportés dans la forêt de l'Herminate L'Orge pour y être massacrés, leurs corps n'étant découverts qu'en octobre 1944.

Quant à la rafle elle-même, c'était les Allemands et les cavaliers de « l'armée Vlassov » qui ratissaient, les miliciens du Bezen Perrot et ceux de la SPP suivant avec des camionnettes où les prisonniers étaient entassés.

Selon le témoignage en date du 31 janvier 1945 d'Auguste Mahé, alors secrétaire de mairie de St-Nicolas-du-Pélem, vers 9 heures du matin, ce 11 juillet, les habitants du bourg entendirent *« le crépitement des fusils et des mitraillettes venant de la direction de Plounévez-Quintin et des campagnards venant en ville apprenaient à la population que de nombreux soldats allemands, marchant en éventail à travers champs, fouillaient toutes les fermes des environs de St-Nicolas-du-Pélem et s'approchaient de la ville. Vers 10h, des automobiles et des camions ren-*

Quant à la rafle elle-même, c'était les Allemands et les cavaliers de « l'armée Vlassov » qui ratissaient, les miliciens du Bezen Perrot et ceux de la SPP suivant avec des camionnettes où les prisonniers étaient entassés.

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES

traient dans le bourg de toutes les directions. Les soldats arrêtaient tous les hommes en âge de travailler, les contrôlaient. Des coups de feu se succédaient aux environs immédiats du bourg et la population entière était terrorisée. Cette rafle ne s'est terminée que vers 18 heures.»

Pendant cette rafle, aux dires d'Auguste Mahé, au moins six jeunes gens qui s'enfuyaient devant les Allemands ou les miliciens, furent abattus dans les environs de Saint Nicolas, leurs corps immédiatement enterrés dans les champs «sans cercueil ni cérémonie» : Marcel Le Floch, né à Rostrenen le 25 novembre 1922; Marcel Le Floch, étudiant, né le 11 août 1927 à Plouguernevel, Albert Le Névet, né le 27 mars 1922 à Plounévez-Quintin; Arthur Nicot, né le 26 novembre 1917 à Plounévez-Quintin; Jacques Poisson, né le 22 juillet 1924 à Plouezoc'h (Finistère); Henri Rivoal, boulanger, né le 13 mars 1924 à Rostrenen.

Marcel Le Floch de Rostrenen, Marcel Le Floch de Plouguernevel et Henri Rivoal avaient rejoint le maquis de Berzoc'h.

Fut également abattu ce jour là, dans les circonstances suivantes selon le témoignage de sa mère, Marcel Le Du, né le 10 avril 1913 à Kerpert (cf page 341 dans le livre «Miliciens contre Maquisards» de Françoise Morvan) :

« Le mardi 11 courant dans la matinée, mon fils Marcel était parti comme d'habitude garder mes vaches dans un champ situé à cent cinquante mètres de mon domicile. Vers 9 heures 30, de nombreux soldats allemands sont passés au village et j'ai entendu plusieurs coups de feu tirés par eux. Effrayée, je n'ai pas osé bouger de ma maison. Vers 17 ou 18 heures, mon fils n'étant pas rentré et étant inquiète, j'ai dit à Madame Le Magourou d'aller voir si elle l'aurait découvert. Quelques instants plus tard, elle m'apprenait qu'elle l'avait trouvé tué de plusieurs balles dans le champ même où se trouvaient mes vaches.

Mon fils était un pauvre malheureux. Depuis l'âge de quatre ans, à la suite d'une méningite, il était resté comme un enfant, faible d'esprit et presque muet, donc inoffensif. »

Mais la plupart des familles des jeunes maquisards abattus ce 11 juillet 1944, n'apprirent que plus tard la mort de leur enfant. Ainsi, selon le récit qu'en donne Daniel Le Bourge, dans son livre «Sur le chemin de Keriou», (p. 141), en fut-il pour le père d'Henri Rivoal :

«Un beau matin de juillet, rue étroite, mon père voit venir vers lui le père Rivoal : alors qu'il s'apprête à échanger avec son ami boulanger une conversation des plus banales, des plus habituelles, une conversation de tous les jours, ce dernier lui tombe littéralement dans les bras et, bégayant de chagrin, fait part à mon père interdit de la terrible nouvelle :

-Tu sais, Yves, ils ont tué mon Riri, Henri, mon plus jeune fils. Ils me l'ont tué, je te le dis, et Marcel Floc'h, le fils de l'aveugle. Et il paraît qu'il y en a d'autres. Pauvre Riri, un gosse, il voulait faire son devoir.

Je le regarde, ce brave homme, écrasé par son malheur. De grosses larmes lui coulent le long des joues, sa mâchoire tremble. Il ne peut plus continuer. Il pleure. Lui qui, hier encore, le sourire aux lèvres, promenait sa silhouette bonhomme à travers Rostrenen, toujours prêt à sortir la bonne blague, se moquant de tout et de rien, à commencer de lui-même. Je le regarde. Il pleure.»

SÉLECTION DES PERSONNES ARRÊTÉES À SAINT NICOLAS-DU-PELEM:

Quant aux maquisards arrêtés dont beaucoup avaient été regroupés dans ce secteur par les chefs de groupe dans l'attente d'un parachutage d'armes prévu à Sainte-Tréphine, ils furent conduits à Saint-Nicolas-du-Pélem, où tous les hommes saisis dans la rafle



Jean-Louis Corbel



Jean François
Le Berre
(Penvenan)



Jean François
Le Berre
(Plouguernevel)



Pierre Sécardin

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES

étaient regroupés sur la place, les Allemands opérant alors un premier tri.

Voici comment Marcel Menou, né le 15 mai 192 à Guingamp, réfractaire au STO, qui, sous une nouvelle identité avait trouvé du travail dans un atelier de menuiserie à Saint-Nicolas - du - Pélem, raconte son arrestation et les sévices subis dans la maison du notaire, à Bourbriac, d'où les Allemands le laissèrent partir le 16 juillet 1944 (cf page 347 à 350 dans le livre «*Miliciens contre Maquisards*» de Françoise Morvan)

« Le 11 juillet 1944, alors que j'étais au travail, des miliciens sont arrivés à l'atelier : « Haut les mains ! » Ils m'ont demandé de les suivre - moi, moi seul - sur les trois ouvriers. Je me suis dit : « J'ai été dénoncé. J'ai traversé le bourg jusqu'à la place du Centre, sous la menace de leurs armes. Arrivé à l'école du Sacré-Coeur, j'ai dû m'aligner contre un mur avec les autres. Les Allemands ont procédé à un premier tri. Les interrogatoires étaient faits par des miliciens qui parlaient parfaitement français. Certains d'entre eux parlaient aussi breton. Ils allaient de maison en maison à Saint-Nicolas, posant des questions.../...La nuit, on nous a menés à Bourbriac, devant une grande maison bourgeoise.»

Parmi les jeunes patriotes qui allaient être conduits à Bourbriac, dans la maison du notaire Sourimant dont la cave fut transformée en salle de tortures se trouvaient : Jean-Louis Corbel, né le 2 novembre 1923 à Maël-Carhaix, FTP, ouvrier agricole, dont la jambe n'était plus qu'un «*amas de chairs meurtries et de sang coagulé*»; François Le Berre, ouvrier agricole, âgé de 25 ans, responsable FTP depuis 1943 dont les responsabilités et les actions étaient connues des services de la Gestapo, car un des responsables de la Compagnie Tito, arrêté le 7 janvier 1944, avait été trouvé porteur de papiers donnant son identité précise; François Le Berre né le 4 janvier 1911 à Plouguernével où il résidait

(peut-être ne fut-il arrêté que parce que son homonyme était recherché).

Pierre Maillard, né le 26 février 1920 à Paris, tourneur, domicilié à Plounevez-Quintin, qui, présentant une blessure béante à l'épaule attendit en vain des soins; Marcel Sanguy, né le 23 décembre 1908 à Angers, domicilié à Rostrenen, marchand forain, qui avait tout juste rallié le maquis la veille; Pierre Sécardin, né le 24 novembre 1916 à Lamballe, fils du médecin de Callac, étudiant en pharmacie, qui venant d'Angers, avait été arrêté sans raison, son père seul étant dans la Résistance; Albert Torquéau, alias Tarzan, né le 23 juillet 1920 à Brest, domicilié à Rostrenen, instituteur public, qui faisait partie depuis plusieurs mois de la résistance locale : il avait été nommé «*commissaire aux effectifs*» du maquis de Sainte-Tréphine.

LES TORTURES DANS LA CAVE À BOURBRIAC.

Voici comment Marcel Menou poursuivait son récit :

[Dans la grande maison] «...une cave s'ouvrait par quelques marches dans le pignon. Il fallait se baisser pour entrer. Un milicien en uniforme bleu marine m'a attrapé par mon maillot de corps pour me jeter dans la cave. Il m'a fait si mal que je me suis rebiffé mais les autres se sont jetés sur moi et m'ont balancé dans la cave.../...J'ai été interrogé le lendemain de mon arrivée. Ce qui m'a étonné, c'est qu'on m'a interrogé les yeux bandés. Il ne fallait donc pas que je risque de reconnaître quelqu'un? Quelqu'un de Saint-Nicolas ou des environs, vu qu'autrement je n'avais habité qu'à Guingamp, et encore tout jeune ?...

[Dans la cave] ...il y avait une douzaine de gars. L'un d'eux, un grand, nommé Maillard, avait reçu une balle dans le bras ; son bras était cassé, la balle était restée à l'intérieur. Les jours suivants, les Allemands l'ont torturé en

***Les interrogatoires
étaient faits
par des miliciens
qui parlaient
parfaitement
français.
Certains d'entre
eux parlaient
aussi breton.***

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES



Albert Torquéau



Marcel Sanguy



Pierre Maillard

Photographies
Archives
Jean Le Jeune

le frappant à la cravache sur ce bras. Il souffrait tant qu'il suppliait qu'on l'achève. Il m'a demandé plusieurs fois de l'étrangler.

De tous ceux qui étaient là, je ne connaissais que Pierre Évenou dont les parents tenaient café près de l'étang de Pellinec, à Saint-Nicolas. J'ai parlé avec Sécardin, un étudiant, qui faisait des études hors de Bretagne ; il était venu voir sa fiancée à Plounevez et avait été pris par hasard : on le torturait pour lui faire dire où était son père, membre de la Résistance, mais il n'en savait rien. J'ai aussi parlé avec Albert Torquéau mais je ne l'ai pas vu rentrer de séances de torture»

Les traces des tortures et certains des instruments utilisés, la femme du notaire, revenue dans sa maison dès le 17 juillet, les découvrirait et notamment : un nerf de boeuf dans le bureau des clerks et sur le parquet, des taches de sang ; dans le grenier, une couverture et un soulier ensanglantés ; dans le garage, une boîte contenant plusieurs paires de menottes, ainsi que plusieurs matraques, un manche à balai dans lequel une pointe était clouée.

LE MASSACRE À GARZONVAL.

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1944, vraisemblablement en représailles après l'exécution à Scrignac le 14 juillet, par des résistants de deux officiers allemands et d'une interprète, les tortionnaires de Bourbriac organisaient le massacre des sept jeunes gens.

Le dimanche 16 juillet, ils furent chargés dans un camion bâché qui quitta Bourbriac vers 20h30, pour revenir dans le bourg, mais vide, vers 22 heures.

Or, comme le déclarait Madame Even, cultivatrice à Garzonval, entendue dès le 17 juillet 1944 par les gendarmes :

« Hier 16 courant, vers 21 heures, je gardais ma vache le long de la voie fer-

rée, à proximité du village de Garzonval en Plougonver, lorsque j'ai aperçu trois voitures allemandes s'arrêter sur le chemin vicinal, à 200 mètres environ de moi. Des militaires sont aussitôt descendus de voitures, et quelques minutes après, j'ai entendu neuf à dix coups de feu. Prise de peur, je me suis cachée dans un buisson. Quelques instants après, les voitures étant reparties, je me suis dirigée vers ma demeure, en passant sur les lieux du stationnement des véhicules. En arrivant à cet endroit, j'ai remarqué six à sept cadavres qui étaient étendus les uns à côté des autres. J'ai conclu que ces hommes venaient d'être fusillés. Les trois voitures allemandes venaient de la direction de Plougonver et sont reparties dans la même direction.»

Un jeune paysan, Jacques Michel, qui gardait ses vaches à l'ouest, sur la colline, indiquait que le camion s'était arrêté et qu'alors il avait entendu un premier coup de feu, puis vu des prisonniers être poussés dans un bas-fond donnant sur un ancien lavoir. A ce moment là, les coups de feu n'étaient plus audibles du lieu où il se trouvait. Ensuite, le camion avait fait demi-tour, en direction de la route de Plougonver.

Enfin, un troisième témoignage permet de penser que le groupe du Bezen dirigé par Chevillotte était présent lors des exécutions. En effet, un paysan qui conduisait une charrette sur la route, cette nuit là, était pris à partie par les SS qui remontaient sur Plougonver. Mais ceux-ci lui crièrent en breton : « Gare-toi de là ou t'es fait ».

LA DÉCOUVERTE DES CORPS.

Selon le procès verbal de gendarmerie établi le 17 juillet 1944, « sept cadavres d'hommes se trouvaient en bordure d'un lavoir situé en contrebas du chemin vicinal. Ils étaient tous allongés les uns auprès des autres, la face contre terre.

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES

Leurs corps étaient rigides. Tous portaient à la nuque une blessure occasionnée par une arme à feu. Sur les corps, nous n'avons découvert aucun papier, ni objet pouvant les identifier. Ceux-ci étaient également inconnus des personnes qui se sont rendues sur les lieux.

À proximité des cadavres, l'herbe était foulée. Nous avons relevé la trace de plusieurs flaques de sang. Sur le chemin qui surplombe ce fossé, une large flaque de sang était également visible. Nous avons également relevé des traces de roues de véhicules automobiles à une vingtaine de mètres des lieux.»

Albert Torquéau avait eu un oeil arraché à la cuillère. François Le Berre, de Plouguernevel, avait un oeil crevé. Les sept jeunes gens avaient été abattus d'une balle dans la nuque, selon la méthode recommandée par le SD, puisqu'ainsi que le déclarerait le colonel Rudolf Reese au cours d'interrogatoires pour crimes de guerre «*l'ordre du Führer était formel*»... les patriotes français étaient tués d'une balle dans la nuque car l'ordre de les «*liquider* » était un terme qui enjoignait d'abattre les gens de cette façon ».

JUSTICE NE FUT PAS RENDUE.

A notre connaissance, faute de pouvoir établir des culpabilités individuelles, aucun des donneurs d'ordre ou des exécutants de ce massacre n'eut à répondre de ses actes devant un tribunal.

Les officiers nazis, après avoir affirmé qu'il s'agissait d'un règlement de comptes entre terroristes, prétendirent n'avoir jamais donné l'ordre d'une exécution, puis, pour justifier l'organisation de la rafle du 11 juillet 1944, se réfugièrent derrière l'obéissance à leur chef, le colonel Bartell, alors prisonnier de l'armée rouge. Et que pouvaient-ils craindre ces exécutants zélés, quand on sait

que le chef des SS en France, le général Oberg, condamné à mort, a été gracié par Vincent Oriol et libéré par De Gaulle en 1962 ?

Si d'autres tortionnaires présents à Bourbriac furent condamnés, ce fut pour l'ensemble de leurs méfaits commis contre des maquisards ou des parachutistes de mai à août 1944 .

Ainsi, trois des miliciens de la SSP, Hocquart, d'Ambert de Sérillac et De Cambourg furent capturés dans la baie de Vannes, le 6 août 1944, alors qu'ils cherchaient à s'embarquer pour l'Espagne franquiste. Le premier fut condamné à vingt ans de travaux forcés et libéré en 1958, les deux autres furent condamnés à la peine de mort pour crime d'intelligence avec l'ennemi et port d'armes contre la France. Toutefois la peine de mort de De Cambourg fut commuée en travaux forcés à perpétuité, et dès 1948, celui-ci était libéré!

Daigre, qui avait suivi la SSP dans sa fuite en août 1944 jusqu'à Paris, revenait à Rennes où il était arrêté début 1945. Lors des divers interrogatoires, et du procès du 17 mars 1945, si Hocquart exprimait des regrets, Daigre, De Cambourg et d'Ambert de Sérillac, n'en manifestaient aucun, les deux derniers affirmant même «*avoir lutté pour la vraie France et par pur patriotisme*» pour combattre le communisme.

Bernard D'Ambert de Sérillac et Rémy Daigre furent exécutés le 24 avril 1945 au fort de Coëtquidan.

Quant aux miliciens du Bezen Perrot, Michel Chevillotte, qui avait suivi les SS jusqu'en Allemagne, réussit à disparaître dans ce pays et, bien que condamné à mort par contumace, ne fut jamais arrêté; François Jarnouen fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, peine commuée en 20 ans; Raymond Magré, à 10 ans, libéré dès 1949 et Jean Miniou, condamné à 6 ans.

Si les juges, en respectant le principe du doute qui doit bénéficier à l'accusé,

A notre connaissance, faute de pouvoir établir des culpabilités individuelles, aucun des donneurs d'ordre ou des exécutants de ce massacre n'eut à répondre de ses actes devant un tribunal.

SEULS LES MORTS QUI SONT NOMMÉS NE SONT PAS PERDUS POUR LA MÉMOIRE DES PEUPLES

attestaient le rétablissement de l'Etat de droit et la fin du cycle de la vengeance, il nous appartient en tout cas, pour ne pas trahir le combat des victimes de ces tortionnaires adeptes de l'hitlérisme, de ne pas laisser prospérer, sous couvert de défense de la culture celte, l'idéologie mortifère de l'ethnicisme des Breiz Atao, car ainsi que le rappelle Kristian Hamon, en conclusion de son livre sur le Bezen Perrot (page 168), « en exaltant à longueur de colonnes dans l'Heure Bretonne [organe du PNB, responsables de la publication, Olivier Mordrel, puis Raymond Delaporte], et dans La Bretagne [journal crée par Yann Fouéré,] ou Arvor [hebdomadaire bilingue créé par Roparz Hémon], les vertus de la race bretonne, l'anticommunisme, la haine de la France et de la République, les militants du porte-

plume ont fait le lit de la radicalisation finale des extrémistes du PNB.»

Katherine Le Port

Les mentions [] sont de la rédaction, les indications sur les noms, âges, actions, lieux d'arrestation, les éléments d'analyse ont été relevés notamment dans les ouvrages suivants :

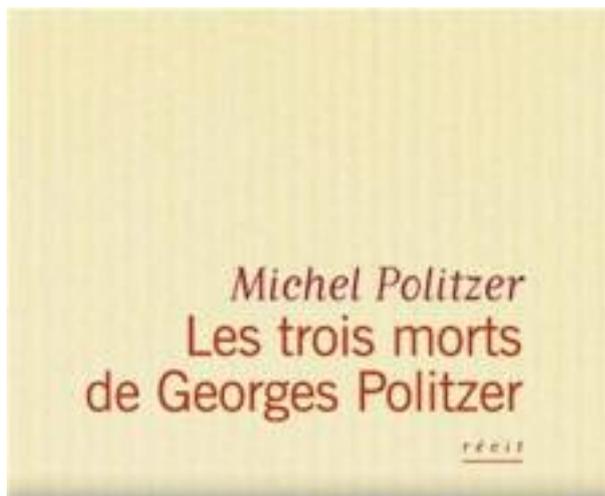
Françoise MORVAN *Miliciens contre maquisards* Enquête sur un épisode de la Résistance en Centre-Bretagne,

Kristian HAMON *Le Bezen Perrot : 1944 des nationalistes bretons sous l'uniforme allemand.*

Les nationalistes bretons sous l'occupation

Voir aussi *Ami Entends-tu*, revues N° 102 (page 11) et N° 110 (page 16) téléchargeables sur le site lesamisdelaresistancedumorbihan

Lire



Vie et destin
d'un philosophe
de combat
tombé sous
les balles nazies



Flammarion

CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DE L'ANACR DU MORBIHAN À QUISTINIC, LE SAMEDI 12 OCTOBRE 2013 LE DÉROULEMENT

9h00

Accueil des délégués à la salle polyvalente

9h30

Début de l'assemblée générale

Mot de bienvenue

de Gisèle Guilbart, maire

de Quistinic

Ouverture des travaux

Rapport d'activité

Rapport financier

Discussion

et votes des rapports

Interventions

Election

du conseil départemental

Allocution de clôture

12h30

Dépôt de gerbes

aux Monument aux morts

13h

Repas à la salle polyvalente

TÉMOIGNAGE

PÈRE ET FILS RÉSISTANTS À PEILLAC, SUITE.

800 francs, ce, grâce à la vente d'un terrain .

Très vite après son retour, il me demanda où j'avais caché son fusil. Quelle honte j'ai alors ressentie! Bien sûr, du haut de mes 14 ans, fin 1940, je n'avais pas un seul instant pensé à faire une telle chose, quand l'ordre avait été donné d'apporter toutes les armes à feu disponibles à la mairie sous peine de prison. «*Pauvre idiot*» a du être le qualificatif le plus gentil dans le flot de reproches qu'a déversé alors mon père. Je crois que ma mère a dû lui rappeler que, comme tout le village avait eu connaissance de l'achat de ce beau fusil, elle n'allait pas prendre le risque de ne pas le faire remettre aux autorités, pour qu'il comprit que, même à la Touche, même s'il n'y avait pas très souvent de patrouilles allemandes dans notre secteur, il fallait être prudent.

Mon père a dû aussi comprendre, que si j'avais grandi, et n'allais plus à l'école, travaillant autant qu'un homme dans l'exploitation familiale, je n'étais encore qu'un adolescent. Il a fini par se calmer, et ne m'a pas davantage fait part, ce jour là, des raisons de sa déception, ni de ses intentions.

En fait, c'est grâce à son activité d'arpenteur, qui lui permettait de disposer d'un laissez-passer, qu'il a pu entrer en contact avec un réseau de résistance. En effet, il a fait la connaissance du capitaine Quer, gendarme, demeurant à Rochefort en Terre et entré tôt dans la Résistance mais j'ignore dans quel réseau. De plus, mon père avait repris contact avec son ami Ignace Sébillet, (né en 1895) un ancien combattant de 14-18 également, demeurant au Bas Limur qui allait devenir le chef du réseau sur Peillac et les communes avoisinantes et qui lui était en rapport avec un mouvement de résistance par l'intermédiaire d'un membre de sa famille qui demeurait dans la région de Rennes.

Mon père était plus particulièrement chargé de recruter des patriotes pour

former un groupe sur Peillac, recueillir des renseignements et se préparer au «*jour J*».

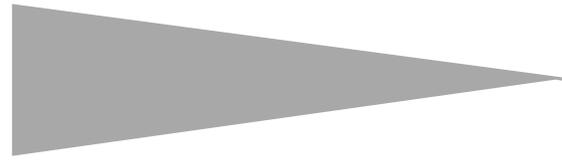
C'est ainsi que furent recrutés Raymond Hallier (né en 1903) du bourg de Peillac, marchand de bestiaux, qui possédait une bétailière que le groupe utiliserait notamment en 1944 pour faire des transports d'armes; Marcel Le Blay, originaire de Guer contrôleur des impôts indirects à Peillac ainsi que des jeunes gens des villages de La Chesnaie, La Grée, La Guelle, Lézurlet, Le Pont d'Oust et de La Touche Morin, qui tous risquaient un jour ou l'autre d'être requis pour le STO : Joseph Danet, né le 24 mai 1921, Honoré-Joseph Jouan, né le 27 juin 1922, Jean-Félix Cancouët, né le 04 avril 1923, Jean Mabon, né le 17 mai 1923 et séminariste à l'époque, Raymond Gascard, né le 13 février 1924, Désiré Joseph Creté, né le 01 novembre 1924, Paul Cassard et Arsène Beaujouan.

MES PREMIÈRES MISSIONS : MESSAGER

Mon père m'a impliqué progressivement dans les activités du groupe. Même si j'avais entendu dès juin 1940, l'appel du Général De Gaulle, grâce à un voisin Pier Guégan, du Petit Moulin, qui avait un poste à galène, je n'avais pas d'informations régulières sur le développement de la Résistance ni les combats de la France Libre. Dès la fin 1941, mon père a repris contact avec une dame Alvestre née Pédron originaire de Lézurlet, qui était partie vivre à Paris avant-guerre mais était revenue se réfugier dans la maison de famille, à 800 mètres de chez nous, maison entourée de hautes haies de lauriers. Son fils, Guy, était prisonnier de guerre en Allemagne et comme elle possédait un poste radio, elle écoutait régulièrement Radio-Londres «*Les Français parlent aux Français.* » . Ce fut ainsi qu'une fois à deux fois par semaine, à la nuit tombée, mon père, Ho-

A gauche, Renée, la tante de Roger Macé, au centre, son père, Pierre et à droite Jean Granic son beau-frère qui décèdera de tuberculose





noré-Joseph Jouan, Joseph Crété et moi, nous nous rendîmes chez Mme Alvestre écouter les voix de la Liberté. Après certaines émissions, mon père a commencé à m'utiliser comme agent de liaison avec Ignace Sébillet : je remettais des messages à ce dernier qui m'indiquait seulement s'il fallait dire oui ou non à mon père. Celui-ci se gardait bien de m'indiquer le contenu des messages, et le sens des réponses. Et j'avais appris à ne pas poser de questions.

LE FUSIL MASS

La première action plus dangereuse à laquelle mon père m'a associé, a été d'aller avec lui cacher un fusil Mass. En effet, il avait été informé qu'au moment de la débâcle de 40, des soldats polonais avaient abandonné leurs armes qui avaient été récupérées et cachées par des paysans. Un dépôt d'armes avait été constitué à Talhouët sur les terres de la Comtesse de Danne. Mon père avait eu pour mission de ramener un fusil et un revolver à Peillac, peut-être pour commencer l'instruction des jeunes partisans. Je me souviens que, pour transporter ces armes, il les avait cachées entre deux parapluies qu'il avait mis à côté de sa canne d'arpenteur, sur le cadre de son vélo, en faisant une de ses « tournées ». Bien entendu pas question de garder ces armes à la maison. Quelque temps auparavant, j'avais aidé mon père à émonder des bois dans le pré des Lèches à la Touche Morin, et nous avions laissé sur place des fagots. Un soir, il m'a demandé de venir avec lui enterrer le fusil et le revolver. Les risques paraissaient faibles, le terrain étant relativement isolé et les patrouilles rares. N'empêche, en 2004, un ancien voisin de la Touche, Raymond Briand, qui avait 15 ans à l'époque, m'a appris qu'il avait entendu quelqu'un creuser en pleine nuit dans notre pré proche de sa maison. Qui d'autre que nous aurait pu faire cela dans notre pré ? Or, deux jours après notre passage, les Allemands étaient

venus installer une plate forme dans un châtaignier, permettant de voir la route allant de la Gacilly à Sixt sur Aff. Fort heureusement, ils n'avaient pu voir que la terre avait été retournée et n'avaient pas davantage songé à soulever les fagots. Rétrospectivement, je me dis bien sûr que nous avons eu chaud. Mais cette première expérience m'avait plutôt emballé. Mon père me faisait vraiment confiance maintenant !

LE SABOTAGE DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE

Ma deuxième mission fut beaucoup plus périlleuse. Mon père possédait en effet un landier, au lieu dit Trévert en Saint-Jacut-les-Pins. Or de l'autre côté de la route, à une centaine de mètres du landier, on pouvait apercevoir, suspendue d'arbre en arbre une ligne téléphonique installée par les Allemands. Par son groupe, mon père avait appris que celle-ci reliait Vannes à Redon et qu'il serait important de la couper pour perturber les communications entre les troupes allemandes. Pour une telle mission, il fallait deux jeunes gens suffisamment alertes pour grimper dans l'un des chênes où était rattachée la ligne, et pour se faufiler à travers le landier en cas d'alerte. Je connaissais bien les lieux, mon père a donc décidé de me confier cette tâche en y associant un de mes copains André Panhaleux. En effet, celui-ci travaillait à cette époque pour un menuisier à qui mon père avait demandé de poser les portes et fenêtres dans la nouvelle maison qu'il se faisait construire au Haut Bezzy. J'aidais André et tous les deux nous restions dormir sur place dans la maison. J'ignore comment mon père a convaincu André Panhaleux, qui avait 17 ans à l'époque de s'engager dans l'aventure. J'ignore aussi pourquoi mon père a choisi la nuit du 18 au 19 août 1943 pour ce sabotage. Le clair de lune peut-être ? Nous voilà donc partis, André et moi, à pied jusqu'au landier, à un kilomètre de là, avec comme seul

La première action plus dangereuse à laquelle mon père m'a associé, a été d'aller avec lui cacher un fusil Mass.

TÉMOIGNAGE

outil un couteau Pradel bien affûté. Pendant qu'André faisait le guet, j'ai grimpé sans difficulté dans le chêne, coupé la ligne à un endroit et fait tomber plusieurs mètres de celle-ci au pied de l'arbre. Cela a dû me prendre quelques minutes, et une fois avoir retrouvé la terre ferme, j'ai coupé la ligne à un autre endroit et commencé à tirer sur le fil pensant qu'André allait se saisir de l'autre bout. Mais, là, plus d'André. Que faire? Je n'avais rien vu ni entendu de suspect mais ce n'était pas le moment de traîner dans le coin. Je me mis donc à siffler, une fois, rien, deux fois... quel soulagement de voir André s'avancer : il était resté faire le guet sur la route ! Nous avons ramassé les quelques 100 mètres de ligne coupée, et nous sommes allés les enfouir au milieu du landier dans un trou à renard, en prenant soin de ne pas laisser de traces de notre passage. Puis, nous sommes revenus au Haut Bezzy. Mission remplie.

Quelques semaines plus tard, comme l'affaire n'avait pas eu de retombées et que les Allemands avaient rétabli la ligne au même endroit, je suis allé récupérer les morceaux que nous avions enfouis. Cette ligne avait quatre fils et pouvait être utilisée. D'ailleurs, j'en ai donné plusieurs mètres à André qui s'est confectionné une baladeuse, que m'a-t-il dit, récemment, il a toujours. Quant aux autres morceaux de la ligne, je les ai cachés dans le grenier de notre maison à Peillac. Tu me demandes si mon père était d'accord avec cela car ces morceaux de ligne auraient pu nous compromettre en cas de perquisition. C'est vrai, mais mon père était convaincu que les Boches ne chercheraient plus ces morceaux de fil, et que ceux-ci pouvaient toujours servir.

LA SACOCHE

Pour en revenir au mois d'août 1943, quelques jours après ce premier

sabotage réussi, alors que sur la route de la chapelle Saint-Julien à Peillac je poussais une brouette remplie d'ajoncs et de bruyères pour refaire la litière de nos vaches, j'ai aperçu une sacoche en cuir au niveau de la croix, face au bois de Gibon. J'ai immédiatement pensé qu'elle ne pouvait appartenir qu'aux Boches, puisque, quelque heures avant, je les avais aperçus près de la Chapelle, examinant un très grand sapin à proximité de celle-ci. Sans réfléchir plus avant, j'ai décidé de l'ouvrir : elle était remplie de cartes. Un bref examen m'a suffi pour comprendre qu'il s'agissait de cartes des environs sur lesquelles les Allemands avaient marqué avec des croix les points les plus hauts.

Soudain, je vis apparaître le facteur Jean Le Goff, qui effectuait sa tournée. Nous étions du même village, je le connaissais bien puisque mon père moulait ses pommes chez lui pour faire du cidre. J'avais toute confiance en lui et je lui fis donc part de ma trouvaille. De toute façon, il m'avait vu avec la sacoche, autant lui en parler. Quand il vit son contenu, Jean me conseilla de la cacher sous la lande que je transportais dans la brouette et de la remettre à mon père. Me voici de retour à la maison, où mon père comprit immédiatement l'intérêt de ces cartes qui devait désigner de possibles installations d'observatoires tels qu'en construisaient les Allemands dans la région.

Or, ni Jean ni moi ne nous étions aperçus que pendant notre discussion, une femme du village du Freno qui gardait sa vache dans l'allée du bois de Gibon, nous avait aperçus.

Entre-temps, les Allemands qui s'étaient rendu compte de la perte de leur sacoche étaient revenus la rechercher près de la Chapelle. Ils firent chou blanc, et pour cause ! mais allèrent à la gendarmerie signaler les faits. Les gendarmes furent donc contraints de mener une enquête sur le secteur

et apprirent grâce à cette femme que j'avais sans doute pris la sacoche. Il fallait trouver une parade avant que celle-ci ne songeât à alerter directement les Allemands. Heureusement, de nombreux gendarmes soutenaient déjà les résistants dont notamment le gendarme Perdrel qui avertit mon père. Ensemble ils convenaient que si les Allemands demandaient les résultats de l'enquête, les gendarmes indiqueraient qu'un témoin avait cru voir la sacoche mais s'était trompé.

Toutefois, mon père a pensé que la précaution n'était pas suffisante. Aussi, le 28 août 1943, invitait-il la dame qui m'avait vu avec la sacoche, à l'accompagner à la gendarmerie pour revenir sur ses déclarations. Non seulement celle-ci accepta, bien que mon père ne la menaçât en aucune manière, mais plus, elle accepta aussi de signer devant Maître Guégan, greffier-huissier à Allaire, un document dans lequel elle admettait avoir fait une fausse déclaration. Nous avons conservé précieusement ce constat d'huissier que j'ai toujours en ma possession. L'affaire fut classée sans suite. Et apparemment les Allemands ne cherchèrent pas plus loin.

Comme tu me le fais remarquer, en cas d'interrogatoire par la Gestapo, ce constat n'aurait sans doute pas été d'une grande protection, d'autant plus que mon père, malgré les conseils du gendarme Perdrel, avait gardé la sacoche, ayant remis les documents à Marcel Le Blay. D'ailleurs, la sacoche, je l'ai toujours !

Cette anecdote montre en tout cas qu'il n'y avait pas de collabos dans notre secteur, puisque cette femme aurait pu aller directement me dénoncer aux Allemands, puis refuser de faire une déclaration devant huissier.

Toujours est-il que l'examen des cartes par les chefs du réseau apporta de précieux renseignements sur les secteurs dans lesquels les allemands voulaient accroître leur surveillance.

TÉMOIGNAGE

Sur la plupart des endroits marqués d'une croix, les Allemands avaient fait des points d'observation ou de repères, soit en installant des pancartes au sommet des arbres, soit en taillant des branches en V, voire même en installant des plateformes, notamment dans un châtaignier, près de notre village de la Touche Morin et sur la route de Sixt-sur-Aff. Tous les membres de notre groupe, comme les autres Résistants du secteur furent informés de l'existence de ces «observatoires» au-

tour desquels des patrouilles pouvaient également être organisées par les Allemands.

Voilà les faits qui ont marqué mon entrée dans la résistance au cours de l'année 1943. Je te raconterai les actions de notre groupe en 1944 une autre fois .

Récit recueilli par **Katherine Le Port**
Août 2013.

«MICROBE» ET «MOUSTIQUE» «SENTINELLES» POUR LE MAQUIS

venu vivre en Bretagne après guerre suite à son mariage avec une jeune Bretonne, notre camarade Pierre Rivette, adhérent de l'ANACR, adressait le courrier ci-dessous à son ami René Coustellier, comme témoignage de sa participation aux combats des maquisards du groupe « SOLEIL »

Voici un récit du passé dans la Résistance de mon ami Moustique, âgé alors de 14 ans et de moi-même, Microbe, âgé de 13 ans. Moustique était pupille de la nation. Il faisait partie de l'école des mousses de la marine à Cahors. Quant à moi, j'étais un pupille de l'Assistance publique et à l'époque, je faisais partie de ces enfants qui venaient de l'ADSS de Versailles et qui ont été regroupés à l'hôpital de Puy-Lévêque (Lot). L'assistance sociale nous plaçait dans des fermes. Je me suis trouvé chez M. Conzère à Gournet, près de Saint-Caprais dans la région de Frayssinet-Le-Gélat (Lot).

Dans cette ferme je travaillais et je gardais les bêtes. Un jour, fin février 1944, j'ai eu la surprise de voir quatre hommes armés venir vers moi. Je n'étais pas rassuré. Ils m'ont demandé dans quelle ferme j'habitais, s'il y avait des Allemands dans le

coin. Je leur ai dit que des camions allemands passaient sur la route, en contrebas de la ferme. C'est ainsi que nos contacts devinrent fréquents : je leur indiquais ce que je voyais dans le coin. Ce groupe de maquisards appartenait à l'ORA. De temps en temps, certains venaient dormir à la ferme. Un soir, le grand-père Conzère s'est aperçu de ces allées et venues il n'était pas content car il craignait les traîtres à la solde des Allemands qui vadrouillaient dans le coin. Alors, je suis allé rejoindre ce groupe à son PC. Je suis resté quelques mois avec eux. Mais l'officier qui commandait ne voulait pas me garder vu mon jeune âge, il voulait que je retourne à la ferme des Conzère.

Mais mes protecteurs dans le groupe m'ont affirmé qu'ils ne me laisseraient pas tomber, surtout que le 2 mai 1944 il y a eu la fusillade des otages à Frayssinet-Le-Gélat. Ils ont pris

TÉMOIGNAGE

contact avec un groupe de maquisards qui acceptaient les jeunes. Et c'est ainsi que je me suis retrouvé avec toi, mon cher René.

J'ai fait la connaissance de Moustique et de tous tes officiers. Je me suis trouvé à tes côtés. Tu nous interdisais de partir en mission. Mais Moustique et moi nous bravions tes interdits et on se retrouvait dans les camions avec les copains.

Les lieux de combat, tu les connais mieux que moi : Mouleydier, Ville-neuve-sur-Lot contre la milice, la libération de Périgueux, la libération d'Angoulême le 30 et 31 août 1944. Je me rappelle les combats de rue et une anecdote : sur la grande place d'Angoulême, ça canardait de tous les bords. Il y avait une mitrailleuse allemande dans le clocher de l'église qui arrosait la grand-place; mon ami Moustique avait trouvé une moto et il faisait le tour de la place sous une pluie de balles sans être touché ! Il a toujours eu la baraka. Ensuite nous sommes partis sur Bordeaux.

Mais là, tu as chargé notre ami Bouchard de nous ramener en Dordogne.

Moustique est retourné à l'école et moi j'ai été placé comme apprenti-cuistot à l'hôtel-restaurant Le Domino à Périgueux, jusqu'au jour où j'ai vu un camion garé devant le restaurant, avec une inscription sur la portière: Groupe Soleil. Ce camion allait vous rejoindre à La Rochelle. Il me semble me souvenir que c'était Briolais. Comme notre ami André Briolais était protecteur, il m'a dit : « Tu viens avec nous ! » Il n'a pas eu à me le dire deux fois. Je me suis retrouvé à Saint-Georges-du-Bois. Lorsque j'ai vu ta tête en arrivant, j'aurais aimé me cacher dans un trou de souris ! Malgré tout, je suis resté jusqu'à la fin et tu m'as placé avec le capitaine Crolus jusqu'au retour à Bergerac, où nous sommes quittés, car je n'ai pas pu m'engager. Et nous nous sommes perdus de vue pendant plus de trente ans.

Pierre Rivette, le 28 août 2003



NOS AMI(E)S DISPARU(E)S

MARCELINE LE CARRER

Agente de liaison au service du groupe Paul Vaillant-Couturier, déportée, Marceline Troudet est décédée le 3 juillet à l'âge de 87 ans.

Fille de Mathurin Le Carrer, militant communiste inébranlable, de Philomène Rougé, aux convictions républicaines également bien trempées; sœur d'Emile, son aîné lui-même engagé dès 1941 dans la Résistance, et devenu en 1944 le commandant Max, interrégional FTP, Marceline, agente de liaison, était plus particulièrement chargée de ravitailler le maquis (groupe Paul Vaillant-Couturier, à Bubry) en tickets de rationnement volés à la gendarmerie, avec la com-

plicité d'un gendarme patriote. Et parfois quelques extras : transport de pistolets dans les sacoches du vélo. Arrêtée le 7 avril 1944, à peine 18 ans, Marceline transite par Compiègne où elle croise son cousin Joseph Tanguy – dit Petitfrère- de Quistinic; elle est déportée le 4 août à Ravensbrück, puis dans un camp de travail à Belzig où elle s'attachera encore à saboter son travail.

Marceline était titulaire de la Légion d'honneur, la Médaille militaire, la Croix de guerre 39-45, avec palme bronze ainsi que la médaille de la Résistance.

Sur le fil
Sur le fil de ma mémoire
Sur le fil de mes quinze ans

LETTRE À RENÉ LE GUÉNIC MAM

La Résistance est entrée dans sa maison, sa maison est entrée dans la Résistance, c'est ainsi que je définirais les choses.

A la maison, le pilier était ma mère. Forcément les choses ne pouvaient se faire sans elle. Yvonne a été l'étincelle qui a mis la famille et la maison en résistance. Ma mère, elle n'a bien sûr jamais signé « d'engagement », mais l'engagement était là sans conditions.

Le combat qu'Yvonne a mené ensuite, si vaillamment, hors de la maison, elle ne pouvait l'entreprendre sans le soutien inconditionnel de sa mère, le pilier, autour duquel tout s'articulait. Elle était la logistique indispensable à la mise en place de ce premier maquis clandestin de Boche-lin-Vihan, encadré par René Jehanno, et cela dans la plus grande discrétion et humilité.

M. Roussel, liquidateur du mouvement FTPF, lors de la reconstitution de mon propre parcours, m'a dit avec raison que ma mère méritait sa carte de combattant,

tant mes actions ne pouvaient se dissocier de ma mère et sa maison. Je crois d'ailleurs que si j'ai insisté et persévéré dans ma démarche pour obtenir ma carte de combattant entre multiples forclusions et levées de forclusions, c'est en pensant à elle.

Son rôle majeur d'accueil à toute heure, d'hôte toujours disponible, avec table ouverte, son hospitalité pour les malades en déroute. Je voudrais raconter avec quelles attentions elle a soigné Jim Kessler, terrassé par la grippe, transpirant pour évacuer son mal, lui changeant les draps très souvent. A la nuit tombée, je l'accompagnais à la fontaine St Yves pour les rincer et la température avoisinait le gel en cet hiver 43-44. Elle les faisait sécher à l'intérieur près du feu. Tant de draps à l'extérieur sur le fil en plein hiver, vous n'y pensez pas ! Qu'auraient pensé les voisines ! Les grogs et les laits de poule étaient ses remèdes, elle y croyait, ça tombait bien Jim aussi, qui ne voulait surtout pas entendre parler



LES «NEVEUX» DE MA MÈRE

RENÉ JEHANNO « JEAN »

né à Lorient le 12 septembre 1922, décédé à Persquen accidentellement le 12 février 1978. Il a été inhumé au cimetière de Bubry.

Fin 1943, il forme dans la région de Melrand, Bubry, Quistinic, Saint Barthélémy, le détachement Surcouf. Arrêté le 22 janvier 1944 et emprisonné à Rennes, il s'évadera le 6 août 1944 lors d'un bombardement allié sur un train de la déportation à Langeais.

ODETTE SIMON « ODETTE »

Agent de liaison à Pluméliau.

Nous faisons sa connaissance après le départ d'Yvonne à l'automne 1943. Epouse le 19 septembre 1944 Jean Pierre-Louis Doré, le commandant « Jacques » du 1er bataillon FTPF qui deviendra, le 10 août 1944 le 5ème bataillon FFI du Morbihan. Ils reposent tous les deux au cimetière de Pluméliau

TÉMOIGNAGE

de médecin. Même régime pour Odette (épouse du commandant Jacques) agent de liaison qui faisait souvent escale à la maison. C'est à sa défaillance physique que je dois d'avoir fait mon premier transport d'armes. Je suis heureuse de trouver sa photo dans le « Morbihan – Mémoires de la Résistance ». Votre ouvrage me restitue aussi les visages de « Jim » et de « Michel ». Merci.

Ma mère accepta à ses risques et périls de recevoir le butin pris aux Allemands, dans le coup monté par René Jehanno et ses amis à Lanvaudan. Les armes et les munitions ne restèrent pas longtemps. René Jehanno venait la nuit pour distribuer le butin aux « ayants droits », ma mère et moi nous retirions discrètement dans la chambre. Parfois, je reconnaissais une voix parmi les intervenants. Restèrent les encombrants habits verts, d'abord entassés pêle-mêle dans le grenier. Ne supportant pas cette vision, surmontant mon dégoût, je décidai un jour de les ranger à plat sur un sommier, en premier lieu je les couvris d'une vieille toile

cirée, laquelle devait un peu plus tard nous sauver la vie, puis de couvertures diverses et enfin je terminai avec un vieux piqué rouge, jusqu'au jour où la Gestapo, flanquée de la milice rennaise en quête d'Yvonne vint nous rendre visite. Je les accompagnai jusqu'au grenier, tandis que ma mère restée en bas, répondait aux miliciens menaçants qui lui promirent de revenir et de nous mettre au pain sec. Là-haut, je pris les devants (instinct de survie sans doute) en soulevant le piqué, les couvertures, je m'arrêtai à la toile cirée « vous voyez bien que personne ne dort là ! ».

Peu de temps après, très vite même, on vint chercher ce fardeau devenu vraiment lourd. Je ne m'étais jamais interrogée sur sa destination ni son emploi. C'est André Jehanno de St Yves, décédé en 2008, qui m'a appris qu'il avait échoué dans le grenier de sa mère. Il n'avait donc pas été si loin, n'avait pas quitté St Yves et jamais été utilisé à bon escient par la Résistance.

Quand « l'auberge » de Bochelinvihan ferma ses portes, Yvonne et René partis – René arrêté, Yvonne

bien plus tard à St-Rémy-du-Nord – Mario (Marcel Le Du) arrêté, fusillé au Mans, Max s'éloignant vers d'autres responsabilités. Restaient les passages de Jim et Michel accompagnés d'un inconnu de nous qui furent plus fréquents. Odette aussi était souvent des nôtres. Ma mère à chacun répondait présent.

C'est à elle que le capitaine Germain pense, connaissant son rôle, en lui adressant son agent de liaison Emma Audo, pour mettre Jacob à l'abri, le blessé de St Eliau. Jacob devait être massacré à la chapelle du Cloître en Quistinic, quelque temps plus tard. Pour résumer, je dirais que ma mère fût l'âme de ce groupe, dans ces diverses étapes. Dans tout ce récit, vous avez le choix, cher ami, pour la présentation dans votre ouvrage. Je ne doute pas que vous saurez faire le bon.

Affectueusement à vous,

Claire **Matthey De L'étang-Nicolas**

EMILE LE CARRER « MAX »

Né à Bubry. En juin 1942, Emile Le Carrer, alias de « Max » organisait à Bubry et à Quistinic, un groupe de combat qui intégrait le groupe Vaillant-Couturier.

JEAN KESLER « JIM »

membre de l'état-major départemental des FFI du Morbihan. Né à Hennebont le 4 octobre 1921. Compagnon du 1er maquis de Bochlenbihan, il trouve la mort le 14 avril 1944 dans un accrochage avec les Allemands près de la digue de l'étang de Boulaye en Pluméliau. Un monument fut inauguré le 20 avril 1947 par Charles Tillon.

MARCEL LE DU

« MARIO »

Nommé chef du comité de la Sarthe.

Le 16 janvier 1944, il est blessé au cours d'une action. Arrêté, il sera fusillé au camp d'Auvours le 19 mai 1944

MAURICE DEVILLERS

« MICHEL »

né à Peronne dans la Somme. Adjoint inséparable de « Jim », il trouve la mort dans la même embuscade le 14 avril 1944.

COMITÉ DE QUISTINIC-BUBRY

LA CÉRÉMONIE DE KERYACUNFF EN BUBRY A LIEU CHAQUE ANNÉE, LE 26 JUILLET, À LA DATE ANNIVERSAIRE DU MASSACRE, QUAND LES SOLDATS ALLEMANDS ET LEURS SUPPLÉTIFS, AIGUILLÉS PAR LE RÉSEAU DE COLLABORATEURS LOCAUX, PARVIN-RENT À REPÉRER, SURPRENDRE ET ENCERCLER LE GROUPE RÉUNISSANT LE COMITÉ MILITAIRE RÉGIONAL DU MORBIHAN ET L'INTERRÉGIONAL EMILE LE CARRER, ALIAS MAX.

Il s'agissait du noyau dirigeant des FTP et de son équipe, notamment les agentes de liaison qui devaient transmettre et rendre opérationnelles les décisions prises par le CMR. Il s'agissait de mettre en œuvre un dispositif cohérent permettant de ralentir et de rendre plus difficile le mouvement des troupes allemandes qui devaient converger vers le front de Normandie. Il s'agissait aussi d'accélérer l'avancée des Alliés en Bretagne et ainsi atténuer les malheurs de la guerre pour la population civile.

Des neuf patriotes réunis, seul Emile Le Carrer, l'Interrégional et enfant du pays et Georges Marca, parvinrent à s'échapper, sept furent pris et six d'entre eux exécutés sur le champ : Georges Le Borgne, Désiré Douairon ainsi que les quatre jeunes femmes agentes de liaison qui, aux côtés de leurs camarades, avaient pour certaines d'entre elles combattu les armes à la main, contribuant vraisemblablement au salut de leurs camarades dirigeants du maquis.

La cérémonie de Keryacunff réunissait encore cette année une assistance nombreuse. Aux côtés de Jean-Yves Nicolas, maire de Bubry, coorganisateur avec l'Anacr, étaient présents le conseiller général, la maire de Quistinic, de nombreux élus ainsi que le capitaine de gendarmerie. Avec les résistantes et résistants toujours présents, dont d'anciens élus : Jean Maurice, Léon Quilleré; les familles honoraient la cérémonie de leur présence.

Le président du comité Anacr de Bubry-Quistinic a rappelé les raisons du rassemblement : rendre hommage aux combattantes et combattants héroïques

tombés à Bubry. Depuis plusieurs décennies, l'hommage de Keryacunff est plus spécifiquement dédié aux femmes, aux femmes résistantes, notamment aux femmes agentes de liaison, pourvoyeuses d'informations, de renseignements, de tracts et des rares armes dont disposa longtemps la Résistance. Hommage à celles qui hébergeaient, cachaient hommes et matériel. Hommage à cette infrastructure indispensable à la survie de la Résistance, ainsi que l'avait conçu notre camarade Célestin Chalmé, qui fut avec Louis Le Du, l'initiateur de la manifestation. Ils savaient d'expérience ce que la libération du pays devait aux femmes.

Le rassemblement de Keryacunff croisait cette année l'actualité locale et nationale.

Cette matinée suivait de quelques semaines la disparition d'une de nos camarades, Marcelline Troudet, née Le Carrer, sœur du commandant Max, agente de liaison, déportée. Une délégation s'est rendue auprès de sa sépulture, accompagnée de sa famille.

Cette cérémonie suivait également l'adoption, par le Parlement, de la loi qui institue le 27 mai jour anniversaire de la première réunion constitutive du CNR, comme journée nationale d'hommage à la Résistance. Le maire de Bubry a rappelé très clairement le contenu de la loi et la nécessité de cultiver la mémoire de la Résistance et de ses valeurs. L'Anacr, par la voix de Jean-Pierre Fouillé, a souligné son importance pour l'avenir. De fait, « la loi institue la Nation comme responsable de la transmission de la mé-

Jean Pierre Fouillé



moire de la Résistance, comme *légitime de ses valeurs : souveraineté nationale, justice sociale, égalité et liberté, fraternité entre les hommes*». Elle est relais entre les acteurs d'hier et ceux qui devront faire fructifier l'héritage : pouvoirs publics et services publics, avec l'Education nationale, élus du peuple, associations et descendants, de sang ou de cœur. Ce travail de résistance contre l'oubli est

indispensable. L'actualité récente venue de Vendée montre que l'esprit de la «*bête immonde*» -dixit Brecht- n'est pas définitivement terrassée et qu'il faut être toujours et encore vigilant, particulièrement dans les périodes d'incertitude, d'angoisse sociale et de désillusion. Le combat d'Anne-Marie Robic, A-M Mathel, A-M Gourlay, Joséphine Kervinio, les quatre agents de liaison abattues le 26 juillet

44, est toujours d'actualité. La Résistance se poursuit. Le comité Anacr de Bubry-Quistinic le mène et invite à le rejoindre : «*Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place* ».

INTERVENTION DE JEAN YVES NICOLAS, MAIRE DE BUBRY

Chaque année, vous êtes ici, anciens résistants, associations patriotiques et amis de la Résistance pour rappeler leur sacrifice et rendre hommage à l'action des femmes dans la Résistance. Permettez moi cette année d'associer à cette cérémonie du souvenir à Bubry les cinq martyrs bubryates du groupe Vaillant-Couturier fusillés le 25 février 1944, Raymond Guillemot, Joseph le Mouel, Jean Robic, Jean Mahé et Ferdinand Malarde

L'Anacr a milité longuement pour obtenir une journée nationale de la Résistance et c'est enfin réalisé... Cette journée du 27 mai (en référence au 27 mai 1943, jour de la création du Conseil National de la Résistance) sera un hommage à tous ceux et celles qui ont résisté alors que d'autres avaient abdiqué.

Cette journée de la Résistance permettra de mettre à l'honneur les valeurs de justice et de solidarité qui ont animé les Résistants, ces valeurs qui sont aujourd'hui souvent bafouées.

LE DANGER DE RÉSURGENCE DES IDÉES FASCISTES :

La crise économique dans laquelle est plongé le monde occidental et la

grande insécurité sociale liée au chômage peuvent servir de creuset à un racisme banalisé. Oui, le racisme, cette peste qui a déjà fait tant de mal, peut émerger plus facilement dans les milieux fragilisés et de simples différences dans les habitudes alimentaires, dans les coutumes, dans l'habillement peuvent conduire à des rejets d'une grande brutalité.

Chaque mois, voire chaque semaine, les médias relatent les exactions de groupuscules revendiquant ouvertement leurs actes au nom d'une idéologie nazie, les médias relatent également, parfois en les amplifiant des écarts de langage, des références à l'action de Hitler venant parfois même d'élus de la République. Tout cela doit être combattu. Pour ce type d'individus, pour ce type de comportement, il faut une tolérance zéro car nous ne pouvons laisser se distiller un tel poison dans notre société.

Si les Anciens ont sacrifié leur jeunesse et, pour certains et certaines, leur vie dans la lutte contre l'idéologie totalitaire, ce n'est pas pour la voir réapparaître sous des formes diverses mais toutes inacceptables, soixante-dix années plus tard.

POUR SUIVRE ET RÉNOVER LES COMMÉMORATIONS :

Il y a trois semaines à Bubry, ont eu lieu les obsèques de Marceline Troudet (Marceline le Carrer), obsèques discrètes avec un hommage de ses enfants à la mère et à la courageuse résistante qu'a été Marceline. Elle aussi faisait son possible pour être présente le 26 juillet. Ces derniers témoins qui disparaissent imposent de trouver de nouvelles formes de commémoration, de nouvelles formes d'action pour que l'idéal de la Résistance ne s'éteigne pas et que la vigilance face aux dérives totalitaires soit maintenue. Comme l'a rappelé le ministre de l'Intérieur tout récemment en prononçant la dissolution de deux groupuscules fascistes «*Dans notre pays, il n'y a pas de place pour la haine et la xénophobie* ».



Face à la stèle, Jean Yves Nicolas, maire de Bubry et Gisèle Guilbart, maire de Quistinic.

COMITÉ DE CHÂTEAULIN

CEREMONIE DU 15 MAI 2013 AU MEMORIAL DE PENARPONT

Laurie Bombaud (à gauche sur la photo) étudiante au Likès à Quimper et habitant Châteaulin a été lauréate au concours de la Résistance 2013 « Communiquer pour résister ». Laurie a obtenu le prix départemental du Finistère pour ses recherches, son exposé a su sensibiliser les membres du jury pour la qualité du travail effectué. Laurie a écrit un poème qui fait ressortir les trois thèmes du concours : Communiquer-Pour-Résister. Typhanie Demairy (à droite) lycéenne en terminale S au lycée naval de Brest a obtenu un prix départemental du Finistère pour le concours de la Résistance 2013. Née et habitant à Châteaulin, elle est également porte-drapeau au lycée.

Nous voici réunis pour un hommage aux martyrs du maquis de Penarpont en Châteaulin.

15 mai 1944 – 15 mai 2013 : 69 ans déjà que les balles allemandes fauchaient, sur les dunes de Moustierlin en Fouesnant, sept (sans doute 8) des résistants du maquis de Penarpont Beuzit Keraliou. Retenez bien leurs noms et prénoms : un Belge : Gustave de Neve, deux Russes : Nicolas Filatov et Philippe Petrochitski et quatre Français : Louis Le Guillou du Relecq de Kerhuon, Robert Le Crenn de Kerfutenn en Quimper, Charles Levenez de Crozon, Laurent Pennec de Langolen. Le 8ème serait le Belge Théophile Mertens. A la même période, quatre de leurs camarades du même maquis disparaissaient à tout jamais. Retenez tout autant leurs noms et prénoms de ces quatre Français : François le Baut de Gouézec,

Jean-François Le Du du Cloître Pleyben, Marcel Milin de Châteaulin, Yves Sizun de Landerneau.

Unis dans la mort pour que vive la France, nous nous devons de rappeler brièvement leurs sept mois d'histoire commune. A l'initiative d'Auguste Le Guillou, de Jean Charles, de Jacques Poquet et avec l'aide ô combien précieuse de Jean Bauguion agriculteur à Penarpont fut créé le maquis de Penarpont le 12 octobre 1943 dans la carrière de Roz Divez (1km en amont de l'endroit où vous vous trouvez). Il hébergeait trois Belges qui s'étaient évadés des camps de l'organisation Todt à Brest. Rapidement, d'autres jeunes vinrent les rejoindre dans la clandestinité : des militaires prisonniers évadés, des réfractaires au STO, des convaincus que la lutte contre l'occupant étaient la seule solution de libérer la France. Ce groupe migra rapidement dans la carrière du Quinquis (à 500 m d'ici entre la ferme du Quinquis et de Penarpont en Châteaulin) où les conditions d'hébergement quoique spartiates étaient bien meilleures. A partir de leur base, ils participaient à diverses opérations comme par exemple un déraillement à la carrière du Hinger d'où partaient des trains de granulats pour la construction du mur de l'Atlantique. Le 17 mars 1944, ils étaient à l'attaque de la prison de Saint Charles de Quimper lorsque les Allemands, tôt le matin, encerclèrent la carrière du Quinquis gardé par un seul homme, Louis Le Guillou, qui parvint miraculeusement à s'échapper puis détruisirent le campement. Les maquisards s'installèrent à quelques kms de là, dans la vallée des Trois fontaines entre



la ferme de Beuzit et de Keraliou en Lothey. Le 25 avril 1944, dans ce lieu magnifique, sauvage, à l'écart de tous, douze maquisards furent surpris dans leur sommeil par les Allemands, conduit par un traître qui connaissait parfaitement les lieux. On peut imaginer ce que furent les jours suivants : interrogatoires musclés, sévices divers par les experts de la Gestapo de Carhaix et de Quimper avant leur exécution.

L'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance a décidé de rendre un hommage, chaque 15 mai à ces hommes qui ont donné leur jeunesse et leurs vies pour que nous puissions vivre libres. Par cette manifestation, notre association souhaite contribuer à faire vivre ces héros. De plus en plus de familles participent à cet hommage.

2014 sera le 70ème anniversaire de cette épopée qui marqua beaucoup les esprits châteaulinois. A cette occasion, nous organiserons une cérémonie plus marquée.

Cette année, nous avons souhaité associer à cette cérémonie deux jeunes filles, anciennes élèves du Lycée St Louis, très attachées à cette transmission de la mémoire de la Résistance et de la Déportation : Laurie Bombaud et Tiphaine Demairy. Elles ont participé cette année au concours de la résistance et de la déportation dans le Finistère et ont été lauréates dans leurs catégories respectives. Le travail de Tiphaine et de Laurie sera présenté au niveau national. Je vais leur passer la parole pour qu'elles vous expliquent leur travail sur la mémoire de cette période compliquée 1939-1945.

N'oublions jamais ce que fut la vie de ces douze hommes. Ils espéraient et se battaient pour une France libre. Ils laissèrent leur vie. Gloire à ces héros de la Résistance. Vive la France.

Jean Le Guillou

Président du Comité de Châteaulin

A VOUS MES CHERS INCONNUS

Continuer à se souvenir

Oublier serait vous abandonner

Morts pour défendre la paix

Morts pour défendre la patrie

Unis dans l'action et la douleur

Nombre d'entre vous sont tombés

Innombrables, pour la liberté

Que vos sacrifices soient à jamais

Un exemple pour nous

En pensant à vous, nos aînés

Respectés et honorés, vous serez.

Pour résister, vous communiquez

Opérateur radio, vous deveniez

Unis par un fil éphémère

Résistants par dessus-tout, vous étiez fiers

Résistants de la première heure

Ensemble vous avez combattu

Sans rien attendre en retour

Innombrables et anonymes

Sachez que votre combat n'a été vain

Tous vos enfants reconnaissants

En votre mémoire recevez ce présent

Résistants, vous serez à jamais gravés dans la pierre.

Laurie **Bombaud**

QUEVEN 27 MAI 2013, HOMMAGE DE MARC COZILIS À JEAN MAURICE ET MARCEL RAOULT

NOUS VOICI AUJOURD'HUI RASSEMBLÉS POUR COMMÉMORER LE 70E ANNIVERSAIRE DU CNR ET RENDRE HOMMAGE À DEUX HOMMES, TOUS DEUX RÉSISTANTS DE LA PREMIÈRE HEURE : JEAN MAURICE ET MARCEL RAOULT. (EXTRAIT)

Etre fidèle à l'esprit du CNR, c'est nous mobiliser tous pour faire reculer le chômage, particulièrement celui des jeunes, combattre par tous les moyens la montée de la misère, la peur de l'autre, l'étranger, le plus petit que soi, désigné souvent comme responsable de nos souffrances.

Etre fidèle à l'esprit des fondateurs du CNR, c'est mettre tout en œuvre pour contribuer à une société de paix, de justice, de tolérance et de solidarité entre les peuples.

En ces années de début du troisième millénaire, permettez-moi cette réflexion : je crois qu'il nous appartient, à nous tous, non seulement de sauvegarder la mémoire de tous les millions d'hommes et de femmes victimes de la barbarie nazie, mais encore de veiller au rejet de toute tentative d'idéologie ou de dictature, de réminiscence nazie et cela tant au sein de nos pays d'Europe que dans le reste du monde.

C'est cela, me semble-il, la grande leçon de morale universelle, de ce que devrait être le sens véridique que nous croyons attribuer à cette notion de Li-

berté, pourtant bien inscrite dans nos manuels des Droits de l'Homme.

De vrais résistants qui ont connu cette époque, il y en a de moins en moins.

Stéphane Hessel, qui nous a quittés récemment, écrivait il y a quelques années, son livre au succès interplanétaire « Indignez-vous ». Dans un discours non moins célèbre, il disait (je le cite) « *Je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous, d'avoir votre motif d'indignation* ».

Raymond et Lucie Aubrac, autres résistants historiques, ne sont plus.

Deux hommes, parmi des milliers d'autres, deux Bretons du Pays de Lorient et du Sud Finistère ont incarné cet esprit de la Résistance tant dans leurs combats contre la barbarie nazie et l'Occupation mais aussi et encore aujourd'hui dans leur vie et le partage de leurs idéaux de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité. Il s'agit de Jean Maurice et de Marcel Raoult.

Deux grandes personnalités à qui la municipalité de Quéven tenait à rendre hommage. Ils nous font l'extrême considération d'accepter d'être citoyen d'honneur de la Ville de Quéven et au nom du Conseil municipal et en mon nom je les en remercie vivement.

JEAN MAURICE

Né en 1925, Jean Maurice a rejoint à dix-huit ans les maquis FTP de la Marseillaise, puis de Saint-Marcel, avant de participer en 1945 aux combats de la libération de la poche de Lorient. En 1953, dessinateur-modeleur à l'Arsenal, il est révoqué avec 18 collègues pour avoir suivi une minute de grève contre la guerre d'Indochine. En 1954, le militant communiste est élu maire de Lanester,



*Marcel Raoult
(second en partant
de la droite)
recevant
la Médaille
de la ville de
Quéven
des mains de
Marc Cozilis*

citée ouvrière de 11000 habitants, détruite aux deux tiers par les bombardements ; c'est lui qui la reconstruira, en pensant en priorité aux logements sociaux et aux écoles. Aujourd'hui Lanester qui compte près de 25000 habitants a son lycée, sa médiathèque, son école de musique et de danse, sa crèche, ses stades, ses gymnases et sa piscine. La reconstruction s'achève en 1990 avec un nouveau centre-ville et un hôtel de ville qui remplace l'ancienne boulangerie hébergeant à titre provisoire le bureau de celui reconnu par tous «comme le maire bâtisseur».

Maire de Lanester, mais aussi conseiller général du canton de Pont Scorff et donc à l'époque conseiller général de Quéven de 1967 à 1982, c'est après 43 ans de mandat de maire et lors de sa 381ème séance du conseil municipal de Lanester que, Jean Maurice a cédé son écharpe tricolore.

Au-delà de l'évocation d'un parcours exceptionnel de citoyen et d'élu, je voudrais souligner sa modestie, sa chaleureuse fraternité, son humour et sa gentillesse qui n'enlèvent rien à sa détermination. Jean Maurice reste un homme ouvert aux transformations sociales avec des idéaux et des valeurs républicaines et révolutionnaires chevillées au corps. Jean Maurice a toujours été des combats pour la paix, contre le capitalisme et le colonialisme, le racisme et la xénophobie, restant ainsi toujours fidèle à la devise républicaine, dans ces temps d'abandon et de régression sociale et de démolition des acquis du programme du Conseil National de la Résistance.

MARCEL RAOULT

Marcel Raoult né en 1925 fut à 19 ans l'un des combattants du 7ème bataillon des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) qui s'organisa en 1943 sous le commandement du comman-

dant Muller de Gestel. Dès le début de 1944, le 7ème bataillon était opérationnel mais ces courageux résistants étaient mal armés. Leur secteur d'activités allait du Blavet à la région de Quimperlé. Leur mission était de mener contre l'envahisseur une guérilla, couper les lignes téléphoniques allemandes ainsi que le câble souterrain de Quimperlé à Lorient, détruire les ponts comme celui de Saint-Antoine à Hennebont ou encore couper les voies ferrées comme à Gestel...

Ce n'est que le 31 juillet 1944 qu'un parachutage leur apporta habillements et armes. Après les tragiques événements du 7 août à Beg-Runio, les libérateurs stoppent leur marche sur Lorient et vont se replier vers Keruisseau. Surviennent le même jour des tirs d'artillerie sur Quéven et les incendies des villages de Préléadan, Keroulan, Kerloès et les exécutions du Docteur Diény et du Professeur Lote.

Une centaine d'Allemands traversent le Scave. C'est l'une des attaques de Bévière à Pont Scorff où 16 Français et dix huit Américains résistent victorieusement jusqu'à ce que l'artillerie américaine oblige l'assaillant à se retirer. Le menhir de Keruisseau rappelle entre autres cette bataille. La région est libérée, mais Quéven restera dans la "poche" de Lorient qui tiendra 277 jours. Les Américains quittent alors le pays de Lorient laissant aux FFI le soin de contenir l'ennemi dans son retranchement autour de la base des sous-marins.

Le 1er mai 1945, la radio allemande annonce la mort d'Hitler. Les combats cessent sur tous les fronts et un message du commandement allemand invite ses places fortes à capituler.

Le cessez-le-feu est signé à Etel. Le 10 mai, les troupes libératrices quittent Keruisseau vers Lorient. A 12h10, Marcel Raoult à la tête de son détachement entre le premier dans Quéven par la rue qui désormais portera le nom du 7ème Bataillon FFI.

Comme Jean Maurice, Marcel Raoult, fort de ses convictions forgées à la lutte pour la liberté, poursuivra son action dans l'esprit du Conseil National de la Résistance en s'engageant au service de ses concitoyens comme élu. D'abord adjoint au maire de 1977 à 1980 il fut le maire de Clohars-Carnoët de 1980 à 2001.

Comme, Jean Maurice, Marcel Raoult fut également un maire bâtisseur. Il a laissé à sa bonne ville natale de nombreuses marques de ses mandats de maire. Je citerais la mise en œuvre d'un plan d'occupation des sols dans une commune littorale et rurale, -ce qui n'était pas une mince affaire-, la création de logements sociaux : un autre défi, la réalisation de la salle des sports et, tout un symbole, la construction, à mi chemin entre école privée et école publique, du restaurant scolaire.

Jean Maurice et Marcel Raoult ne partageaient peut être pas la même philosophie, les mêmes engagements politiques.

Mais au-delà de leurs divergences, c'est la richesse de leurs différences au service de leurs convictions de liberté, d'égalité et de fraternité que nous partageons aujourd'hui.

Aujourd'hui encore, Jean et Marcel poursuivent un autre combat, celui de la mémoire et restent toujours actifs au sein de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance. Marcel préside d'ailleurs chaque année, au nom de l'Anacr les cérémonies du souvenir à Keruisseau.

Jean et Marcel méritent bien notre respect et l'honneur de notre commune de Quéven.

Au nom de la municipalité de Quéven j'ai le grand plaisir de les nommer Citoyens d'honneur de Quéven et de leur remettre la médaille de la ville. Je vous demande de les applaudir chaleureusement.

Comité d'Étel

LE 27 MAI 2013 À AURAY

A L'INITIATIVE DU COMITÉ DE L'ANACR D'ETEL-BELZ, LE 27 MAI A ÉTÉ COMMÉMORÉ À AURAY. RÉMY GUILLEVIC REVIENT DANS SON INTERVENTION SUR LES CONDITIONS ET LES CIRCONSTANCES DE LA NAISSANCE DU CNR, AINSI QUE SUR LA PORTÉE HISTORIQUE DE L'ÉVÈNEMENT.

Fin 1942, malgré les revers qui débutaient pour l'armée d'occupation en Afrique du Nord, avec le succès américain de l'opération « Torch » au Maroc et en Algérie qui entraîna d'ailleurs l'envahissement de la zone dite « libre » et aussi pour la première fois, la terrible défaite de Stalingrad devant l'armée soviétique en novembre 1942, malgré cela, la puissance de l'armée nazie et de ses alliés demeurait encore redoutable.

Dans cette situation, la résistance française restait très dispersée et mal équipée pour affronter une telle force. La résistance efficace se limitait surtout aux renseignements, de nombreux groupes de résistants ne se connaissaient pas entre eux.

Pour la « France Libre », la situation semblait plus claire. Le général de Gaulle avait rassemblé derrière lui toutes les forces ayant répondu plus ou moins rapidement à « son appel du 18

juin » et unies dans un bloc déterminé auprès des alliés. Le général de Gaulle lui-même n'était pourtant pas très à l'aise dans ce contexte, Churchill ne lui accordant qu'à moitié sa confiance, Roosevelt et les Américains ne la lui accordant pas du tout, voyant en lui un homme de « *pouvoir personnel* », Ainsi lui cachèrent-ils le débarquement en Afrique du Nord et demandèrent-ils aux Anglais de le tenir à l'écart des opérations. Ces mêmes Américains qui entretenaient une situation diplomatique ambiguë et combinèrent même avec Vichy la mise sur pied d'un pouvoir « fantoche » dont le chef deviendrait le général Giraud, dont ils avaient ensemble arrangé l'évasion, alors alors qu'il était prisonnier de guerre.

A Vichy, les pétainistes et pro nazis de tout poil, sentant que le vent allait tourner, espéraient se ménager de la sorte une étiquette plus convenable, mais c'était oublier la poignée de main de Montoire et les déclarations de Pétain qui disait « *ce que Laval souhaite, je le pense, ce qu'il fait, je l'approuve* ».

A cette même époque, la Résistance, ou plutôt les résistances, étaient divisées, elles allaient de l'extrême gauche à la droite patriotique, avec des envies et des moyens différents de combattre l'occupant. Il était évident que dans cette situation complexe et difficile, on ne pouvait pas gagner et il fallait au moins unifier ce que les Résistants avaient en commun : l'amour de la Patrie, l'envie et le besoin même de participer à notre libération pour rétablir la République renouée, bafouée par les pétainistes.



Dans cette situation exceptionnelle, il fallait quelqu'un d'exceptionnel et c'est Jean Moulin, alias « Rex » qui fut choisi. C'est l'homme qui avait déjà résisté lors des exactions de l'armée allemande à Chartres et qui fut torturé alors qu'il était préfet d'Eure et Loire. Mais ce n'était pas gagné d'avance car la tâche est immense et Jean Moulin et ses compagnons le savent et ils risquent leur vie chaque jour. Elle fut cependant menée à bien mais couta la vie à Moulin lui-même et à de nombreux responsables des mouvements de Résistance.

Lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, en présence du général De Gaulle, André Malraux évoqua avec talent le travail accompli, mais aussi les souffrances endurées dans les caves de la Gestapo lors des tortures infligées par Klaus Barbie. Jean Moulin périt des lésions de son corps meurtri et de son état d'épuisement lors de son transfert vers les camps de concentration en Allemagne.

Que les plus jeunes sachent quel homme il était, qu'ils sachent qu'il avait réussi dans une tâche qui paraissait presque impossible : fédérer pour un objectif commun, la libération de la France et le rétablissement de la République.

CE JOUR LÀ ÉTAIT LE 27 MAI 1943.

Jean Moulin devint naturellement premier président du CNR, mais en

1943, cet événement, la plupart d'entre nous en ignorions l'existence. Malgré quelques désaccords, ses effets furent indiscutablement bénéfiques : meilleure coordination et efficacité.

Les Alliés durent reconsidérer leur attitude à l'égard de la France Libre et de la Résistance, ils changèrent leur comportement à l'égard du général De Gaulle. Il devint ainsi le chef indiscutable de la France luttant contre le nazisme et ses valets vichystes.

De Gaulle écrit dans ses « mémoires de guerre » : « *J'en fus, à l'instinct même, plus fort, tandis que Washington et Londres mesuraient sans plaisir, mais non sans lucidité, la portée de l'évènement...* »

Je sais qu'on ne change pas l'histoire, mais imaginons un instant ce qui aurait pu se passer si cette union n'avait pas eu lieu. Le débarquement, probablement retardé, la France « administrée » par les Alliés, j'ai vu, à la Libération, des billets en francs, édités en vert sur le modèle des dollars américains.

En unifiant la Résistance, le CNR contribuait à restituer son honneur à la France, en rendant commun le combat contre l'occupant nazi et en créant bientôt une force unique : les FFI. Nous à l'époque, les jeunes et les moins jeunes, ne pouvions pas imaginer assister les bras croisés ou les mains dans les poches à la libération de notre pays alors que des milliers de jeunes Américains, Britanniques, Canadiens, Soviétiques et d'autres nationalités tomberaient sur nos plages ou

sur d'autres fronts pour nous délivrer du fascisme hitlérien ! Notre comportement aurait été jugé comme une lâche attitude et entaché de honte ineffaçable.

La création du CNR rendit sa souveraineté à la France, lui permit de diriger ses propres forces armées et son administration. Le 8 mai 1945 à Berlin, c'est le général De Lattre de Tassigny qui la représente lors de la capitulation sans condition de l'Allemagne.

Le CNR élaborait un programme appelé « les Jours heureux ». Ce programme proposait les fondations nouvelles de la République retrouvée, comprenant des propositions révolutionnaires, dans l'esprit de 1789 : plus de justice sociale, moins d'inégalités socio-économiques, la création de la Sécurité Sociale et de la retraite vieillissante pour tous. Entre autres. Même si le droit des femmes n'avait pas été introduit dans ce programme à cause de l'opposition de quelques vieux conservateurs risquant de remettre en cause l'accord d'union, les femmes purent cependant voter dès la première élection, après la Libération et cela suite à un décret du général De Gaulle, sans que personne ne protesta tant l'élan démocratique était puissant.

«ami entends-tu...» journal de la Résistance Bretonne
Directrice de la publication : Katherine Le Port
Responsable de la rédaction
et de la mise page: Pierrick Chérel
siège: rédaction, administration et publicité 140, cité Salvador Allende
56100 Lorient
Dépôt légal 1er trimestre 1978
Impression: I.L.C. 54 rue Jean Jaurès
56600 Lanester
Routage: ESAT les Ateliers du Prat
56000 Vannes
Tirage moyen par numéro: 500.

Si vous souhaitez vous abonner ou bien abonner des personnes de votre connaissance au journal, il vous suffit d'adresser au trésorier un montant de **12 euros** après avoir complété ou recopié le document suivant:

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Numéro de téléphone ou adresse e-mail (facultatif).....

ami entends-tu...
journal de la Résistance bretonne

**et envoyez le tout à A.N.A.C.R
140, cité Allende
56100 LORIENT**

**COMITÉ D'HENNEBONT
REVUE DE PRESSE**

DÉLÉGATION BIÉLORUSSE. LE DOCUMENTAIRE BIEN SUIVI

UNE DÉLÉGATION DE QUINZE BIÉLORUSSES, COMPOSÉE DE ONZE ENFANTS DE LA CHORALE CARAVELLE ET DE QUATRE ACCOMPAGNATEURS, EST ARRIVÉE DANS LA COMMUNE, LUNDI SOIR.

Le groupe a, entre autres, participé aux cérémonies du 8 mai. Le film documentaire « Ils luttèrent pour la France » a été présenté au public, jeudi, à 17 h, dans l'amphithéâtre du lycée Victor-Hugo. Plus de 100 personnes ont assisté à l'événement, dont le maire, Gérard Perron. La projection a été précédée de plusieurs chants des jeunes Biélorusses qui suivent leur scolarité au Gymnasium spécialisé français n° 8 de Minsk.

À L'ORIGINE DU PROJET

En avril 2011, Vladimir Bokun, réalisateur biélorusse, est venu en Bretagne avec son épouse, Olga, afin d'y recueillir des témoignages pour la réalisation d'un film documentaire sur les soldats biélo-

russes ayant combattu avec la Résistance morbihannaise en 1944. Deux d'entre eux ont été tués dans les combats sur le front de la Poche de Lorient, l'un est aujourd'hui enterré au cimetière d'Hennebont, l'autre au cimetière de Lochrist. Vladimir Bokun est revenu à Hennebont pour présenter la version française du film. Le projet a été élaboré à la fin de l'année 2012, par Joseph Le Toullec et Yves Jouan, de la section locale de l'Anacr d'Hennebont-Inzinzac-Lochrist; Jean-Marc Beaudé, Léon Quilleré, de la section de l'Anacr de Pluméliau et Loïc Belbeoc'h, principal adjoint du collège Curie et avec le soutien des municipalités.

Le Télégramme 11 mai 2013



NOS AMI(E)S DISPARU(E)S

Le mai mai 2013, Prosper Le Devedec, né à Locminé en 1925, adhérent de

PROSPER LE DEVEDEC

notre comité d'Hennebont est décédé à Lorient.

COMITÉ DE LORIENT

A L'OCCASION DU 70^{EME} ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE, LE COMITÉ DU PAYS DE LORIENT DE L'ANACR A PRÉSENTÉ UNE EXPOSITION RETRAÇANT LA VIE DU PRÉFET JEAN MOULIN.

L'exposition a été mise à disposition par l'Office National des Anciens Combattants et Veuves de Guerre de Vannes.

Cette exposition a été présentée au collège Jean Lurçat de Lanester du 18 au 31 mai inclus. Elle a pu être ouverte au public grâce à l'aimable autorisation du Principal du collège.

Les élèves du collège et leurs professeurs ont eu un œil particulier et une sensibilisation sur les atrocités subies par les résistants ce qui a soulevé beaucoup d'interrogations.

Une permanence a été assurée par un représentant de l'Anacr du Comité du Pays de Lorient.

Le vernissage de cette exposition qui s'est déroulée le 18 mai 2013 a été l'occasion de rappeler aux autorités pré-

sentes et de réclamer une reconnaissance de la journée du 27 mai jour de la création du CNR comme journée nationale ni chômée, ni fériée.

Thérèse Thiéry, maire-conseillère générale dans son allocution a rappelé à l'assemblée que lors de son dernier conseil municipal celui-ci a adopté à la majorité moins une voix une résolution pour la reconnaissance du 27 mai comme journée nationale.

Cette résolution a été déposée à la permanence du député Gwendal Rouillard.

Espérons qu'en tant que secrétaire de la commission de la Défense, il aura suffisamment de conviction pour faire adopter le projet de loi en cours d'examen.



Une vue de l'exposition au collège Jean Lurçat



À TOUS LES FRANÇAIS

Le Musée de la Résistance Bretonne a peut-être perdu une bataille !

Mais il n'a certainement pas perdu la guerre !

Les différentes instances territoriales (Etat - Région - Département - Communes) ont le devoir de ne pas oublier les sacrifices de nos aînés dans leur combat pour nous garantir la liberté. Elles doivent s'investir pleinement dans la vie du Musée, véritable lieu de transmission du devoir de mémoire que tout homme a à cœur de développer.

Nous l'affirmons, rien n'est perdu !

Ici au travers du sacrifice de tant d'hommes et de femmes, nous retrouvons la nécessité d'une véritable éducation civique avec le sens des valeurs patriotiques qui fondent notre nation. Nous avons en ce lieu de mémoire, le creuset d'une formation citoyenne.

Tel est notre objectif, notre ambition !

Dans ce but, nous invitons tous les Bretons mais également tous les hommes et femmes de France à se retrouver et s'unir dans une action de préservation de notre mémoire collective pour, à travers elle, porter l'espérance d'un avenir meilleur pour les générations futures.

À la veille du centenaire du début du grand conflit mondial en 1914 et des 75 ans d'un nouvel embrasement de l'Europe en 1939 n'oublions jamais que les anciens combattants sont, comme nous pouvons l'être un maillon dans la grande Histoire de France.

Il nous appartient après eux, de reprendre le flambeau, de résister à l'oubli, à la fatalité, à la résignation qui nous minent si souvent.

En participant au renouveau du Musée de la Résistance Bretonne de Saint Marcel, chacun à sa manière, particuliers et institutions, nous montrerons notre volonté de poursuivre le combat dans la lignée de ceux qui nous ont précédés.

Tous ensemble, entrons en résistance !

Tous ensemble, participons à la mobilisation générale pour la survie du musée !

Non, la flamme de la Résistance ne s'éteindra pas !

Oui, l'étincelle de l'espérance sera porteuse d'un engagement citoyen !

VIVE LA RESISTANCE !

VIVE NOTRE MUSEE DE LA RESISTANCE BRETONNE



technicob
Applications électroniques

www.technicob.com

Tel: 02 97 89 06 07 Fax: 02 97 89 05 03

4, avenue Camille St Saëns. 56602 LANESTER